

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

FORMATION JURIDIQUE
DE
L'EMPIRE COLONIAL FRANCAIS
DE L'AFRIQUE DU NORD

1885-1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Joseph FERRIOL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

FORMATION JURIDIQUE
DE
L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS
DE L'AFRIQUE DU NORD

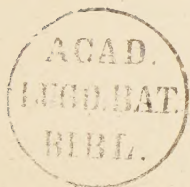
1885-1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Joseph FERRIOL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1907

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chèusse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

Barthélemy, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel

Antonelli, chargé de cours d'Économie politique.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*.

Barthélemy, }
Antonelli, } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

J. FERRIOL.

AVANT-PROPOS

La conférence d'Algésiras a été le terme de toute une série d'importants accords qui, du traité du Bardo à cette conférence désormais célèbre, ont dépecé l'Afrique au profit des grandes nations européennes. En quelque vingt ans la France, l'Allemagne, l'Angleterre, le Portugal, l'Italie et l'Etat Indépendant du Congo se sont réparti politiquement entre elles d'immenses contrées inconnues de tous, il n'y a pas encore un demi-siècle.

Cette formidable poussée vers le Continent noir tenait en réalité à de profondes causes. Pour la France c'était en partie le désir de retrouver ailleurs ses territoires perdus. Pour son vainqueur, l'énorme développement du commerce et de l'industrie, l'augmentation rapide de la natalité et peut-être, ainsi d'ailleurs que pour l'Italie, le désir de fusionner dans les colonies les divers Etats dont l'union n'était pas encore assez homogène. Toutes ces causes réunies tendaient à favoriser l'élan des prises de possessions sur le sol d'Afrique. La Belgique, petit Etat souffrant d'une surproduction industrielle, est gouvernée par un roi à l'intelligence ouverte et hardie : Léopold II

lui offrit un splendide débouché en créant le Congo Belge.

C'est d'ailleurs dans cette question des débouchés commerciaux qu'il faut chercher la cause universelle de ces rapides annexions. L'exemple de l'Angleterre est des plus typiques à ce sujet.

Les doctrines du libre échange, très en faveur dans toute l'Europe vers 1860, appliquée en partie par les divers Etats, avaient vu décroître sans cesse l'étendue de leur application. C'est alors que la France, l'Allemagne, l'Italie se créèrent des débouchés en Afrique pour éviter les surproductions.

Or, partout où ces puissances créaient de nouvelles colonies, l'Angleterre voyait se dresser devant ses produits des barrières formées par des tarifs plus ou moins prohibitifs.

L'Angleterre ne vit que de commerce ; sa production ne peut suffire à son alimentation et la surproduction de ses usines est intense eu égard au chiffre d'une population étroitement confinée dans ses îles. L'idéal pour les Anglais a toujours été l'ouverture des marchés, la politique de la porte ouverte. Depuis 1815, voulant à tout prix développer son commerce, l'Angleterre avait occupé sur tous les points du globe les passages maritimes, les isthmes, les détroits, se refusant à faire les dépenses d'administration de territoires qui parfois se seraient volontiers donnés à elle.

Dans la poussée formidable de toute l'Europe, l'Angleterre comprit que bien des marchés allaient se fermer devant elle. Aussi sans hésitation aucune

elle se lança dans la voie des annexions ; il faudrait être bien ignorant en histoire contemporaine pour ignorer qu'elle y brilla, par tous les moyens, au premier rang.

Les grandes explorations des Livingstone, Stanley et de Brazza avaient fait connaître les grandes lignes de l'intérieur du Continent africain. D'un commun accord l'immense majorité des puissances envoyèrent leurs ambassadeurs discuter à Berlin les règles juridiques des occupations qui allaient se succéder et sanctionner les principes de liberté du commerce et de la navigation.

Depuis la réunion de cette conférence, la France s'est créé dans l'Afrique du Nord et du Centre un magnifique empire colonial ; en rechercher, depuis la conférence de Berlin, les bases juridiques, tel est l'objet de cette étude.

FORMATION JURIDIQUE
DE
L'EMPIRE COLONIAL
FRANÇAIS
DE L'AFRIQUE DU NORD
1885-1906

CHAPITRE PREMIER

DES CAUSES QUI ONT AMENÉ LA RÉUNION
DE LA CONFÉRENCE DE BERLIN

De par sa configuration orographique et la défectuosité de son système hydrographique, le continent africain était longtemps destiné à repousser toute tentative de colonisation. Le centre en est formé par un immense plateau s'abaissant en terrasses successives vers les différentes mers ou océans qui l'entourent : c'est donc une série de cataractes que le Nil, le Sénégal, le Niger, le Congo ou le Zambèze doivent franchir pour regagner le niveau de la mer. Les moyens de pénétration qu'offrent ces chemins qui marchent se trouvent

ainsi naturellement interrompus par des obstacles presque insurmontables.

Malgré ces prodigieuses difficultés d'accès, auxquelles il faut joindre la barbarie extrême des indigènes et l'insalubrité générale du climat, le mouvement d'exploration commença dès le XIV^m^e siècle. Les rivalités entre les divers Etats s'affirmèrent tout d'abord, puis, bientôt après, s'accrochèrent. Ce fut pour les maintenir dans une action toute pacifique et civilisatrice que fut réunie la conférence de Berlin.

§ 1^{er}. — DU XIV^m^e AU XIX^m^e SIÈCLE

Dès 1339, les voyageurs normands touchent à la côte occidentale. Jusqu'en 1380, de hardis armateurs de Rouen et de Dieppe envoient leurs navires chercher jusqu'à la Côte d'Or les cargaisons exotiques qui doivent les enrichir. Les guerres civiles arrêtent ces expéditions lointaines.

Le Portugal recueillit les résultats déjà obtenus. Ses hardis marins découvrent le Congo en 1484. Deux ans plus tard, Diaz aperçoit le Cap des Tourmentes. Sur cette côte occidentale d'Afrique, les Portugais s'étaient acquis le droit du premier occupant, droit reconnu par une bulle pontificale fameuse.

Primitivement simple escale sur la route des Indes, le Congo, après la découverte du Brésil, devint le grand réservoir d'esclaves pour la mise en valeur de la découverte américaine.

La situation changea à la fin du XVI^me siècle. L'Angleterre et les Provinces-Unies, séparées de l'Eglise romaine, ne reconnaissent plus l'autorité du pape. Le Portugal a perdu son indépendance : el Mina, sur la Côte d'Or, Saint-Paul-de-Loanda sont la conquête des Hollandais. Mais en août 1648, les Portugais, affranchis de la domination espagnole, reprenaient de vive force le Congo et l'Angola.

C'est au XVIII^me siècle que se produisent, entre la France et le Portugal les incidents de Cabinda. Les négriers français fréquentaient beaucoup cette côte; or, plusieurs fois déjà, le Portugal avait revendiqué pour lui seul le droit de commercer au nord et au sud du Congo. En 1783, des navires français furent reçus à coups de canon dans la baie de Cabinda.

Louis XVI y envoya une frégate, « non pour faire la conquête de Cabinda, mais pour y rétablir et y maintenir l'égalité parfaite du commerce entre toutes les nations européennes ». Toutes satisfactions furent données et le fort rasé; une série de négociations s'ouvrit entre les cours de Versailles et de Lisbonne.

Sous le couvert de la médiation du roi catholique, le duc de la Vauguyon, ambassadeur en Espagne, et le marquis de Lourical conclurent le traité du 30 janvier 1786.

Le plénipotentiaire portugais déclarait que « la construction du fort n'avait pas été faite avec l'intention de troubler, affaiblir ou diminuer le droit

que prétend avoir le Roi Très Chrétien au commerce libre de ses sujets sur cette côte ainsi qu'ils étaient accoutumés de le faire ». Le duc de la Vauguyon exposait de son côté que l'expédition n'avait pas été faite « avec l'intention de troubler, affaiblir ni diminuer les droits que la Reine Très Fidèle prétend avoir à la souveraineté de la côte de Cabinda comme faisant partie du royaume d'Angola ».

La France ne mettait aucun obstacle « à la dite souveraineté ou à son exercice » ; le Portugal « au commerce des Français ».

Le Portugal fit une déclaration annexe, désirant limiter au nord du cap Padron et de l'embouchure du Zayre ou Congo les droits au commerce qu'il reconnaissait à la France en échange de sa souveraineté reconnue sur la côte de Cabinda. Mais le plénipotentiaire français, se conformant à ses instructions, déclara que sa nation suivrait le même traitement que les autres. Si donc Anglais ou Hollandais transgressaient tacitement les limites fixées, la France en ferait de même. La question tout entière devait reparaître au congrès de Berlin.

§ II. — LA PÉNÉTRATION AU XIX^m^e SIÈCLE

Les côtes de l'Afrique suffisaient pour l'exercice de la traite des nègres. Sa répression et un certain mouvement vers l'exploration amenèrent, dès la fin du XVIII^m^e siècle, les diverses nations euro-

péennes à pénétrer dans l'intérieur du Continent Noir.

En 1788, à Londres, se fonde l'African Association pour provoquer et faciliter les explorations africaines. En 1798, le Portugais Lacerda essaie la traversée entre le Mozambique et l'Angola, il y périt. En 1806, deux métis partis de l'Angola arrivèrent dans la vallée du Zambèze. En 1816, le capitaine anglais Tuckey périt en voulant remonter le cours du Congo.

Malgré l'agitation de Wilberforce et les décisions des conférences d'Aix la-Chapelle et du congrès de Vérone, la traite prospérait encore. Le gouvernement britannique, appuyé sur le gouvernement de Juillet, menait contre elle une vive campagne : la prise de possession du Gabon fut en partie causée par les nécessités de la répression de la traite.

C'est du Gabon que s'élancent alors du Chaillu, Serval, Walcker, Marche, de Compiègne, avançant dans cette voie leur illustre successeur Savorgnan de Brazza.

En 1875, le docteur Ballay complète la reconnaissance de l'Ogôoué et découvre deux de ses affluents : l'Alima et la Licoma,

La recherche des sources du Nil avait amené les expéditions de Livingstone et de Cameron. Stanley, dans son audacieuse descente du Loualaba, démontra l'identité de ce fleuve avec le Congo et révéla au monde l'immense champ économique ouvert au monde civilisé (1877).

En 1876, Léopold II avait réuni à Bruxelles une conférence géographique pour favoriser l'exploration de l'Afrique, la suppression de la traite et la disparition des guerres intestines qui en résultent. L'assemblée vota les résolutions suivantes : Le champ d'action serait l'Afrique centrale limitée par le Soudan égyptien au nord, le bassin du Zambèze au sud. Dans cette région, on s'efforcerait de créer des routes avec, de distance en distance, des stations scientifiques et hospitalières, bases d'opération, centres de ravitaillement, au besoin même, postes de secours pour les explorateurs de l'Afrique centrale. L'« Association internationale africaine », formée d'un comité international central et de divers comités locaux nationaux serait l'agent d'exécution.

En 1877, le poste de Karéma formait le premier jalon de ce plan.

C'est en ce moment que Stanley arrivait en Europe. Sous l'impulsion du roi des Belges, il se met à la disposition d'un « Comité d'études du Haut-Congo » formé de capitalistes appartenant à diverses nationalités. Le 14 août 1879, il apercevait l'embouchure du Congo.

Savorgnan de Brazza, explorateur du Haut-Ogôoué, de l'Alima, de la Licoma (1875-1878), se doutait que Stanley allait « détourner pour l'avenir du bassin de l'Ogôoué, par conséquent de notre colonie du Gabon, le commerce de la France ». Il repart donc en 1879, amène les riverains de l'Ogôoué à établir la liberté du commerce fluvial,

fonde Franceville, et enfin, le 10 septembre 1880, conclut avec Makoko, roi des Batèké, un traité par lequel ce souverain « plaçait ses Etats sous la protection de la France et nous accordait une concession de territoire à notre choix sur les rives du Congo ». Ce traité fut ratifié par tous les chefs riverains depuis l'Equateur jusqu'au troisième degré.

De Brazza choisit Ntamo, aujourd'hui Brazzaville, localité sisé sur le Stanley-Pool « point commercialement stratégique autour duquels'agit la question du Congo ». Il fallait relier Brazzaville à la côte. Se lançant dans l'inconnu, Savorgnan de Brazza découvre le Niari qui aboutit précisément à Brazzaville, clef du Congo intérieur.

L'obstacle avait été tourné. L'abordant de front Stanley avait remonté le Congo jusqu'à Vivi dans l'intention de créer, de là, une route jusqu'au Pool. Six mois après « il avait construit trois ponts, comblé une vingtaine de ravins et de gorges, nivelé six montagnes, percé deux épaisses forêts de bois dur et établi une route, absolument nette, de 60 kilom. de longueur ». Pendant qu'il exécutait ce travail surhumain il apprend la réussite de Savorgnan de Brazza. Ne se décourageant pas, il arrive sur le Stanley-Pool et s'y heurte au sergent Malamine, gardien du pavillon tricolore. Après de vains pourparlers où toute son habileté ne put endormir la vigilance du sergent français, Stanley fondait en face de Brazzaville,

une station nouvelle Léopoldville, dont le chef Makoko lui avait concédé le terrain.

§ III. — LES PRÉLIMINAIRES

Entre temps, l'association internationale du Congo s'était substituée au Comité d'études du Haut Congo. Stanley, à son retour, lui démontra que pour réussir il fallait s'assurer de tous les pouvoirs politiques que les indigènes pourraient concéder. « Il faut obtenir de l'Europe une charte vous autorisant à construire ce chemin de fer, à gouverner le territoire qu'il traversera, en un mot, à en rester les seuls gardiens à l'exclusion de toute autre puissance. » Pour amener les colons, on devrait leur laisser la plus grande somme de liberté et l'exemption de tous droits protecteurs. « Si ces conditions n'étaient pas remplies, on sèmerait au profit de quelque autre puissance, oisive pendant les semailles, active au moment de la récolte ».

Le Comité directeur renvoya Stanley au Congo pour achever l'établissement de stations sur la partie navigable du cours supérieur du fleuve. En même temps il lançait une expédition internationale dans la vallée du Niari-Kouilou, découverte par Savorgnan de Brazza.

En 1883, de Brazza revenait au Congo à son tour « pour assurer l'exécution des engagements conclus avec les chefs Batékè, veiller au développement des postes déjà créés, en créer d'autres et

les relier par des voies de communication ». La vallée du Niari-Kouilou nous ayant échappé, le lieutenant de de Brazza, M. Cordier, fonda sur le Niari inférieur la station de Mayombé et plaça sous le protectorat français le territoire compris entre Loango et le parallèle 5°12'.

C'était la limite des prétentions portugaises. La Cour de Lisbonne éleva bientôt de vives réclamations contre l'occupation par Stanley des bouches du Congo. La France ne les heurtait pas de front à la différence de l'Angleterre qui, à diverses reprises, de 1846 à 1876, refusa catégoriquement de reconnaître sur ces territoires les prétentions portugaises.

En février 1881, les gouvernements anglais et portugais conclurent enfin un projet de traité dont la substance était la suivante. Les droits de souveraineté revendiqués par la Cour de Lisbonne sur les territoires de la Côte occidentale d'Afrique compris entre le 8° et le 5°12' de latitude australe sont reconnus par l'Angleterre. Une commission mixte préparera l'élaboration et assurera l'exécution d'un règlement de navigation, de police et de surveillance du Congo et des autres cours d'eau faisant partie des territoires dont il s'agit. Les délégués des deux pays pourraient établir, de ce chef, des droits fiscaux et fixeront l'échelle des taxes dues pour les marchandises entreposées ou transbordées en transit.

Ce projet souleva un tollé général même en Angleterre et en Portugal. Dans le Royaume-Uni,

le commerce protesta vivement contre ces taxes nouvelles, tandis qu'en Portugal, l'institution de la Commission mixte était vivement attaquée.

Jules Ferry éleva aussitôt de vives réclamations, se basant sur le traité de 1786 où le roi de France avait reconnu les droits que le Portugal « prétendait avoir à la souveraineté de la côte de Cabinda » et la Reine Très Fidèle « les droits que prétendait avoir le Roi Très Chrétien au commerce libre de ses sujets, sur cette côte ainsi qu'il était accoutumé à le faire ».

La France avait toujours respecté ce *modus vivendi* et protestait par avance contre toute atteinte qui pourrait y être portée.

L'association internationale n'était pas un Etat. Elle ne put donc élever une réclamation quelconque mais, par l'accord d'avril 1884, elle assura à la France un droit de préférence sur les territoires qu'elle occupait au cas où elle viendrait à disparaître. En retour le gouvernement français promettait de respecter les territoires et stations de l'association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

L'Allemagne protestant aussi contre toute taxe, les ministres anglais et portugais abandonnèrent tout projet de traité. Au mois de juin ils offrirent la création d'une Commission internationale composée de délégués des puissances intéressées. L'idée d'une Conférence était en germe.

Léopold II, par son infatigable diplomatie, contribua à la réunion de cette conférence. On ne

saurait passer sous silence l'activité intelligente et habile dont ce monarque fit preuve pour mener à bien son projet primitif.

L'idée de se créer un royaume dans le centre de l'Afrique pour augmenter sa fortune personnelle mais surtout pour créer à la Belgique des débouchés commerciaux, avait germé dans son esprit dès 1875 à la lecture des relations de Stanley. C'est dans ce but qu'il avait réuni en 1876, à Bruxelles, une conférence purement géographique où n'assistaient que géographes et explorateurs, convoqués par Léopold II en son nom personnel. Le but primitif n'avait été que philanthropique et international.

On échoua et à la suite de cet échec se fonda sur les données de Stanley, en 1878, le Comité d'études du Haut-Congo. C'était le roi des Belges qui en était toujours le créateur. Le but avoué était encore philanthropique. Ce fut ce comité qui organisa le grand voyage de Stanley et jeta les bases de ce qui devait être l'Etat indépendant du Congo. En 1882 la transformation, toujours sous l'influence de Léopold II, s'était enfin accomplie et le Comité devenu l'Association internationale du Congo, Compagnie privée sans nationalité propre, voulut, sous ce nom, constituer une puissance territoriale. Léopold II, en habile diplomate, envoya à la Conférence le colonel Strauch qui ne put y prendre part à titre officiel, l'Etat du Congo n'étant pas encore reconnu. A la suite de ces

démarches heureuses deux mois après, il pouvait adhérer, en tant qu'Etat, à cette Conférence.

En septembre Bismarck invita l'ambassadeur français à Varzin. L'Allemagne, lui déclara-t-il, ne voulait que s'assurer des débouchés commerciaux sans heurt aucun avec les puissances voisines. Ne pourrait-on réunir une Conférence pour faire sanctionner par les puissances les principes de liberté de commerce et de la navigation.

Ne serait il pas aussi très utile de fixer les formalités à observer pour rendre effectives les occupations futures de territoires en Afrique.

Le gouvernement de la République Française acquiesça à ce programme et avec lui presque toutes les autres puissances.

Le 15 novembre 1881, les plénipotentiaires d'Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Turquie, se réunissaient à Berlin en une Conférence chargée de délibérer sur le programme précis que le prince de Bismarck avait proposé.

CHAPITRE II

LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Les plénipotentiaires des diverses puissances s'étaient réunis à Berlin le 15 novembre 1884. Dès leur première séance, ils avaient élu à la présidence le prince de Bismark, chancelier de l'empire d'Allemagne et l'un des inspirateurs de la conférence.

Le conseiller d'ambassade de Küsserow, les ministres plénipotentiaires Busch et de Hatzfeldt l'assistaient dans cette fonction. Les divers représentants de la France étaient MM. de Courcel, l'explorateur Ballay et M. Engelhardt ; pour la Belgique, le comte van der Straten, Ponthoz, et le baron Lambermont. Le Danemark était représenté par M. de Wind ; l'Espagne par M. de Bénomar ; les Etats-Unis, par M. Kasson ; l'Angleterre, par sir Edward Malet ; l'Italie, par le comte de Launay ; les Pays-Bas avaient délégué le jonkheer van der Hoeven ; le Portugal, le marquis de Penafiel ; la Russie, le comte Kapnist ; la Suède et la Norvège, le général de Bildt ; la Turquie enfin, Saïd-Pacha.

La lettre circulaire envoyée par M. Jules Ferry

aux ambassadeurs français auprès des diverses puissances, véritable programme de la conférence, mentionnait trois chefs de discussion : 1° la liberté de commerce dans le bassin et aux embouchures du Congo ; 2° l'application au Congo et au Niger des principes proclamés par le Congrès de Vienne de 1815 sur la liberté de navigation des fleuves internationaux ; 3° la définition des formalités à observer pour que les occupations des puissances sur les côtes africaines fussent effectives.

Le baron de Courcel avait pleins pouvoirs pour la discussion de ces trois questions ; ses instructions lui défendaient formellement de laisser mettre sur le tapis n'importe quelle autre proposition accessoire de souveraineté territoriale ou de protectorat

§ 1^{er}. — DÉTERMINATION DU BASSIN DU CONGO

La première question qui se posait était évidemment la détermination du territoire soumis aux règles que l'on allait poser.

Une commission composée des représentants des puissances les plus directement intéressées, fut chargée de ce travail sous la présidence du baron de Courcel.

Un fait géographique amena, dès le début, sir Edward Malet à proposer une extension du bassin géographique du Congo. Le bassin moyen de ce fleuve présente en effet un développement bien

plus étendu que ne l'est celui du bassin inférieur, proche de l'Atlantique. Si on voulait favoriser l'accès vers l'intérieur, il fallait par des mesures conventionnelles, élargir la zone littorale d'application commerciale. M. de Courcel voulant sauvegarder l'entière autonomie du Gabon français, la commission proposa la solution suivante :

« La zone ouverte au libre commerce serait déterminée sur la côte par l'embouchure de la rivière Sette-Camma et celle de la Logé, comprise entre les parallèles 2°24 et 7°51 de latitude sud et longeait vers l'est le cours de ces deux rivières jusqu'à leur source pour se raccorder au bassin géographique du Congo en évitant celui de l'Ogooué. »

La superficie du bassin se trouvait ainsi augmentée de 150.000 kilomètres carrés du côté de l'Atlantique.

On remplaça plus tard la position de Sette-Camma par l'indication du parallèle 2°30 de latitude sud ; ce fut uniquement pour que la délimitation soit plus précise.

La liberté commerciale fut ensuite étendue, suivant le vœu de la Commission, jusqu'à l'Océan Indien. Il y avait à cela une difficulté : la France et l'Angleterre avaient formellement garanti par le traité de 1852, l'indépendance du sultan arabe de Zanzibar. Aussi ne pouvait-on décréter, en la conférence même, l'application de principes qui porteraient atteinte à cette indépendance. On tourna la difficulté en insérant, à la suite du vœu de la

commission, une proposition de M. de Courcel invitant les diverses puissances à intervenir par leurs bons offices pour obtenir, dans tous les Etats de la côte orientale, la plus grande liberté commerciale qu'il serait possible.

Le bassin conventionnel du Congo reste donc délimité, à la suite des travaux de la Conférence, par les crêtes des bassins contigus, c'est-à-dire du Niari, de l'Ogooué, du Chari et du Nil, au nord ; par le lac Tanganika, à l'est ; par la crête du Zambèze et la Logé, au sud. Il comprend donc les bassins du Congo et de tous ses affluents.

§ II. — LA LIBERTÉ COMMERCIALE

Le projet allemand, qui fut adopté pour garantir la liberté commerciale dans le bassin du Congo délimité comme il a été dit ci-dessus, était vraiment libéral. Il comportait : 1° libre accès des navires de toutes nationalités dans tous les cours d'eaux, fleuves, canaux etc. et liberté absolue du cabotage tant fluvial que maritime ; 2° interdiction absolue de frapper sur les marchandises importées d'autres taxes que celles nécessaires au remboursement des frais ; 3° ni droit d'entrée, ni de transit ; 4° interdiction absolue des monopoles.

Sur amendement de M. de Courcel, on décida que dans vingt ans on pourrait supprimer la franchise d'entrée pour ne pas laisser perpétuellement toutes les charges sur les exportateurs.

Pour mieux garantir la liberté du commerce dans le bassin conventionnel du Congo, la conférence de Berlin édicta un système particulier de neutralité qui devait s'y appliquer.

Le délégué des États-Unis aurait voulu que ces territoires fussent déclarés perpétuellement neutres : cette solution ne prévalut point, mais M. de Courcel put faire adopter la neutralité volontaire.

Les puissances contractantes s'engageaient à respecter la neutralité déclarée par toute puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans le bassin conventionnel. Si une de ces puissances était en état de guerre, les autres co-signataires offriraient leurs bons offices pour que la colonie placée dans le territoire visé fût déclarée neutre. Enfin en cas de conflit à l'occasion de ces territoires, on pourrait facultativement recourir à l'arbitrage ; le caractère non obligatoire de ce recours fut nettement souligné.

§ III. — LIBERTÉ DE NAVIGATION SUR LES GRANDS FLEUVES AFRICAINS

C'était une question très grave que de savoir comment on allait réglementer la navigation sur les grands fleuves africains ; car dans le continent noir ce sont encore presque les seuls « chemins qui marchent ». Une réglementation trop sévère, interdisant en fait l'accès des grands fleuves, pouvait annihiler tous les principes précédemment posés.

Avant la réunion de la conférence, l'Institut de droit international avait émis le vœu de l'internationalisation du Congo, sous la surveillance d'une commission. Cela devait être d'autant plus facile que traversant des pays neufs, ce fleuve n'était pas dans les conditions des cours d'eau d'Europe soumis encore à d'anciens droits.

C'est pour la première fois au Congrès de Rastadt en 1798 que la France proposa d'ouvrir tous les fleuves à la navigation internationale. Le Congrès de Vienne adopta le principe général sauf nomination par les Etats riverains de commissaires chargés d'étudier les dérogations imposées par les circonstances. Les prévisions n'étaient d'ailleurs limitées qu'à quelques fleuves et non à leurs affluents. Il fallait dans tous les cas le consentement des Etats riverains. En 1856 le Congrès de Paris avait, pour le Danube, créé deux commissions : l'une dite européenne chargée de débayer le cours inférieur du Danube ; l'autre dite riveraine.

Cette dernière, formée des délégués des Etats riverains avec comme adjoints des représentants des Etats alors vassaux du sultan, la Roumanie, Bulgarie et Serbie, devait élaborer les règlements de navigation et faire disparaître toutes les entraves qui s'opposaient à la liberté commerciale du Danube. Il était évident que ces précédents ne pouvaient guère s'appliquer qu'en principe à la navigation d'un fleuve dont les rives étaient enco-

re en partie inexplorées et peuplées de tribus hostiles.

Le projet franco-allemand s'occupait du Congo et du Niger et voulait soumettre les deux fleuves à un même régime.

L'Angleterre, s'y opposant formellement, prétendit être riveraine du Niger et de ses affluents dans la majeure partie de leur cours : c'était donc à elle seule à faire régner la liberté commerciale dans ces régions qui lui appartenaient.

Très habilement, M. de Courcel fit décider que tous accords relatifs à la navigation du Congo ne seraient valables qu'après l'établissement définitif du régime du Niger ; l'Angleterre devint alors beaucoup plus traitable, ayant elle-même à craindre de rudes représailles.

Trois projets officiels étaient présentés par la France, l'Allemagne, l'Angleterre. Une sous-commission les étudia en détail et rédigea les deux projets qui, avec quelques modifications, sont devenus dans l'acte final les articles 13 à 36.

Pour le Niger, l'Angleterre et la France se soumettaient au contrôle européen mais étaient seules chargées, dans leurs possessions respectives, de faire appliquer les lois conventionnelles.

Quant au Congo, la navigation y est déclarée libre ; ce principe est étendu aux affluents, lacs, chemins de fer qui relient deux biefs navigables.

L'égalité est absolue pour les marchands de toutes nations : la contrebande de guerre est seule prohibée. Le fleuve est perpétuellement neutre,

on y a permis la navigation des navires de guerre qui ne peuvent, à cause de ce caractère, s'y livrer à aucun acte d'hostilité ; par contre, surtout à cette époque, ils étaient fort utiles pour la protection du commerce contre les pirates.

L'acte de navigation nomma une Commission internationale chargée de nombreuses attributions, formée de délégués nommés par les puissances signataires.

Au point de vue légatif, cette commission édicta les règlements de navigation, de police fluviale, de pilotage. Les tarifs sont soumis aux puissances et revisables tous les cinq ans.

La seconde de ses attributions est de veiller à l'exécution de ces règlements, de faire exécuter d'accord avec les puissances riveraines les travaux nécessaires à la navigabilité du fleuve.

Les services du pilotage, du drainage, l'entretien des quais sont de son ressort : elle perçoit les taxes.

Dans le cas où la commission aurait besoin d'une force à ses ordres, elle peut réquisitionner les navires de guerre des puissances signataires.

L'acte de navigation du Congo a donc tout à fait internationalisé dans la plus grande mesure ce fleuve et ses affluents. C'est un des gros facteurs de la prospérité commerciale de l'Etat Indépendant.

Les articles 34 et 35 de l'acte final sont parmi les plus importantes des décisions prises par le Congrès.

Ce sont les conditions à remplir pour occuper légalement de nouveaux territoires en Afrique.

Dans ses instructions à M. de Courcel, M. Jules Ferry partait des principes suivants. Il faut : 1^o publication dans la forme en usage dans chaque Etat pour la notification des actes officiels de la prise de possession à un titre quelconque des territoires dont il s'agit ; 2^o institution d'un agent officiel représentant le gouvernement vis-à-vis des indigènes et des étrangers avec les moyens d'action nécessaires pour faire respecter son autorité.

Après des pourparlers avec l'Allemagne, la France admit la notification par simple voie diplomatique, le respect de la paix, des droits acquis, et, en principe, la liberté commerciale. Ce projet franco allemand fut soumis à la Conférence qui le trouva trop compliqué et le simplifia.

On supprima la mention du respect de la paix pour éviter une interprétation douteuse de soulèvements locaux.

Sur la proposition de l'Angleterre qui voulait exiger de l'occupant une indication approximative du pays occupé, la Conférence décida que la notification devrait être accompagnée d'une certaine délimitation des territoires occupés ; les intéressés pourraient toujours la demander plus précise. Il fallait d'ailleurs dans tous les cas une prise de possession antérieure à l'occupation.

On distingua nettement le cas d'occupation du cas de protectorat.

L'occupation supposait que le pays n'apparte-

nait à aucun Etat civilisé. L'article 35 oblige les puissances à assurer dans les territoires occupés l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée : « Il faut », d'après M. Bonfils, « mais il suffit que la puissance, l'impérium de l'Etat occupant se fasse sentir et s'exerce médiatement ou immédiatement sur l'état occupé ».

Ces règles de l'occupation étaient déjà admises par les juristes. La Conférence de Berlin y ajouta la formalité de la notification diplomatique. C'est, a-t-on dit justement, une sorte de transcription.

Si elle n'est pas faite, les autres Etats pourront prouver leurs droits sur le territoire occupé.

Quant aux protectorats, les résultats obtenus ont été désastreux. Les puissances ont, en effet, signé avec des roitelets indigènes des traités de protectorat vraiment fictifs ; or, sur les instances de l'Angleterre et de l'Allemagne, l'effectivité de l'occupation n'est pas alors requise. Le tour était donc joué ; et la seconde partie de l'accord détruisait la première. La notification était exigée pour les protectorats comme pour les occupations. Un certain nombre de réserves furent faites pour Madagascar par M. de Courcel, pour certaines possessions ottomanes par le plénipotentiaire turc. Les articles ne devaient s'appliquer, sur

l'observation de l'Angleterre, qu'aux occupations et protectorats postérieurs à 1884.

De plus, c'est pour l'occupation côtière seule qu'ils avaient été votés, mais comme le but précis de ces règles était de prévenir les conflits durant cette période de conquête coloniale, elles furent en fait appliquées au centre de l'Afrique.

Sous l'empire de nécessités de faits et pour combler une lacune, l'Institut de droit international a exigé le maintien par les puissances d'une certaine autorité sur leurs protectorats.

Depuis la Conférence de Berlin, le principe de l'occupation effective a été violé assez souvent par la convention d'hinterland, dans laquelle deux nations s'assurent la prépondérance exclusive sur une région déterminée, limitent ainsi leurs prétentions réciproques. Bien souvent, il n'y a pas eu d'occupation effective, mais grâce à ce procédé, bien des conflits ont été évités; n'était-ce point le vrai but pratique de la Conférence de Berlin ? Et d'ailleurs, on pourrait remarquer que toutes ces zones d'influence s'étendent en arrière de pays réellement occupés et que, dans l'immense majorité des cas, nulle autre que les parties contractantes n'eût pu avoir accès dans les pays ainsi délimités.

Somme toute, l'œuvre de la Conférence de Berlin a été bonne, car elle a fait passer dans la pratique des théories restées jusque-là dans le domaine du droit pur. Il y a certes des lacunes; l'Institut international en a comblé une, nous

l'avons vu plus haut. On ne saurait oublier que si les principes n'ont pas été toujours strictement observés, le partage du Continent noir s'est fait sans guerre européenne ; cela vaut bien, quelquefois, le fléchissement d'un principe.

CHAPITRE III

ALGÉRIE. — TUNISIE.

§ 1^{er}. — ALGÉRIE

Dès 1828, l'expédition d'Alger paraissait imminente quoiqu'on n'eût certes pas prévu d'avance les longues lutttes mais aussi le fort beau résultat qu'elle devait amener.

Après la prise d'Alger la conquête se déroula d'incidents en incidents : les nomades des hauts plateaux et les belliqueux Kabyles se montrèrent plus d'une fois les émules de nos soldats en courage et en bravoure.

Blidah et Médéah furent prises sous Clauzel ; Mostaganem, Arzeu, Bône sous Savary. On avait ainsi occupé de précieuses bases d'opérations tant à l'ouest qu'à l'est.

En 1834, Abd-el-Kader organise son premier soulèvement. Refoulé à l'affaire de la Sickah, il obtient le traité de la Tafna qui n'occasionna d'ailleurs qu'une courte trêve. Constantine fut enlevée en 1837 et deux ans plus tard le maréchal

Valée y parvenait d'Alger en traversant les Portes de Fer.

Après la prise de la Smala, Abd-el-Kader avait été rejeté dans le Maroc et en 1817 se rendait à Lamoricière.

Trois ans auparavant l'armée marocaine qu'il avait soulevée avait été mise en déroute à la bataille d'Isly par Bugeaud. Le traité de Lalla-Marnia du 18 mars 1845 vint fixer la délimitation entre l'Algérie et l'Empire chérifien.

Le gouvernement français eut alors le tort très grand de ne pas imposer comme limite la frontière naturelle de la Moulouïa, ancienne limite de la régence d'Alger.

On définît une délimitation sans logique aucune qui depuis cette époque a été la source, pour la France, de bien des ennuis. On fixa d'abord une limite territoriale ; dans le Sahara on se borna à citer les tribus marocaines et les algériennes. La délimitation s'évanouissait dans le désert.

De 1848 à 1870, ce fut la fin de la pacification et un timide commencement de pointe vers le Sahara. Biskra, Zaatcha, Laghouat, Touggourt furent occupées par nos troupes ; quelques révoltes furent réprimées et la colonne du général de Wimpffen dut entrer sur le territoire marocain pour châtier les pillards.

L'expansion saharienne commença par les missions de Bonnemain à Ghadamès en 1857, Boudierba à Rhât en 1858, Duveyrier en 1860. En 1862, la mission Mircher-de Polignac signait

avec les chefs Touaregs le traité de Rhadamès pour faciliter le commerce saharien.

Ce traité ne donna aucun résultat pratique, et jusque vers 1880, le Sahara restait fermé obstinément à toute pénétration. En 1881, le massacre de la mission Flatters n'est que le prélude de nombreux assassinats. Au lieu de missions pacifiques, on recourut alors à des expéditions protégées par une force militaire imposante. Ce fut, en partie, le succès, car Arabes et Touaregs ne respectent que la force. En 1900, les oasis du Touat furent occupées par la colonne Pein. In-Salah et Igli reçurent une garnison. Le passage de la mission Foureau-Lamy d'Ouargla au Tchad fit sur les nomades un salutaire effet.

Enfin, la nécessité de mettre fin aux incursions incessantes de tribus marocaines que le sultan ne pouvait ou ne voulait arrêter nous ont déterminés à occuper Oujda.

§ II. — TUNISIE

De 1875 à 1880, la Tunisie marcha d'un pas de plus en plus rapide vers la ruine financière et l'anarchie la plus absolue. La France ne pouvait s'en désintéresser; les tribus frontières venaient razzier sur territoire algérien. Le protectorat tunisien était « une nécessité politique et une garantie absolument indispensable à la sécurité de l'Algérie ».

L'expédition fut rapide et, le 12 mai 1881, le traité du Bardo était signé par le bey de Tunis.

C'était l'établissement d'un protectorat déguisé.

Une révolte ayant éclaté fut réduite par les colonnes Forgemol, Etienne et Logerot. Le 8 juin 1883 le nouveau bey, Ali-Bey, signait avec M. Paul Cambon, le traité de la Marsa qui organisait ouvertement le protectorat.

Le Bey s'engageait à faire toutes les réformes que le gouvernement français pourrait lui demander. La France lui garantirait un emprunt de remboursement ou de conversion de la dette.

Peu à peu et par divers traités la France a amené les différents Etats à reconnaître son protectorat ainsi qu'à renoncer aux privilèges spéciaux de juridiction ou de commerce.

La frontière tripolitaine n'a été délimitée que dans le Sahel et est indécise au sud. Les Turcs ont occupé Rhadamès, Sindoun et Derdj, mais tout le reste est le domaine des tribus tunisiennes. Nous ne pouvons que nous incliner devant un fait accompli avant notre protectorat mais sans laisser en aucune façon les Turcs occuper de nouveaux points en ces régions.

La frontière tripolitaine a été délimitée au sud du tropique du Cancer par la convention franco-anglaise du 21 mars 1899 ainsi que nous le verrons plus loin.

La Porte considérait l'hinterland de la Tripolitaine comme s'étendant jusqu'au centre de l'Afri-

que. L'Italie protesta donc en sa qualité « d'héritière éventuelle ». Des négociations diplomatiques s'engagèrent entre l'Italie, la France et l'Angleterre et les meilleures assurances de liberté commerciale furent données de part et d'autre.

CHAPITRE IV

SÉNÉGAL. — SOUDAN

Le Sénégal, avant le gouvernement de Faidherbe, était, au point de vue commercial, dans une situation très précaire. De nombreux négociants avaient installé leurs comptoirs sur la rive gauche du fleuve ; mais pour pouvoir exercer en paix le trafic des produits coloniaux, ils se voyaient forcés de payer aux Maures un véritable tribut, impôt d'un nouveau genre sur les transactions commerciales. D'ailleurs cette sorte de contrat n'était guère respectée par ces tribus aux instincts pillards : de temps en temps, traversant le fleuve, elles venaient dévaster par des razzias semi-périodiques les comptoirs européens.

Faidherbe, gouverneur du Sénégal, résolut de mettre un terme à ce fâcheux état de choses. Dès 1858 il imposait aux Maures, refoulés vers l'intérieur, notre protectorat. Ces succès n'étaient obtenus qu'au prix de longues luttes ; c'est ainsi que le prophète Al-Hadji-Omar put un moment se croire maître de Médine. Nos armes eurent enfin le dessus : les Maures durent accepter un traité.

L'idée de la liaison du Sénégal au Niger, idée mise à exécution par le chemin de fer de Kayes à Bammako, remonte à Faidherbe. Excellent colonial, il avait compris l'immense intérêt pour nous d'occuper la vallée supérieure du Niger : faute de ressources en hommes et en argent, il ne put donner suite à ce projet.

Mais, par contre, c'est du cap Blanc à la Gambie anglaise qu'à la fin de son gouvernement s'étendait la côte soumise à la France.

L'occupation française se heurta surtout à l'hostilité d'Ahmadou et de Samory. Fils de Al Hadgi-Omar, Ahmadou exerçait son autorité sur le Ségou et le Kaarta avec Sikoro et Nioro pour capitales. De nombreuses expéditions furent lancées contre lui : chacune se terminait par un traité, mais, selon l'habitude invariable de ces souverains indigènes, les obligations qu'il avait contractées devenaient caduques dès que nos soldats s'étaient retirés. En 1891, Ahmadou fut définitivement dépossédé et chassé de ses Etats.

Plus redoutable que lui fut pour nous l'almany Samory : Bissandougou était sa capitale, et comme ses Etats chevauchaient sur le Niger, c'est avec la plus grande facilité, et il ne s'en priva guère, qu'il coupait toute voie de communication entre la côte d'Ivoire et le Soudan. Politique habile, soutenu d'ailleurs par l'or de l'Angleterre, Samory souleva contre nous Ahmadou, avec qui il s'allia. Selon l'exemple de ce dernier, il signa de nombreux traités, chaque fois qu'il était acculé, quitte à ne pas

les exécuter ensuite. Le dernier fut celui du 21 février 1889.

Ayant une fois encore recommencé les hostilités, il fut fait prisonnier en septembre 1898. Il mourait en 1900 à Libreville, où il avait été interné. Ahmadou et Samory furent surtout des chasseurs d'esclaves; tandis que leur incessante hostilité nous forçait à soutenir contre eux de perpétuelles luttes, le vieux roi indigène de Sikasso, Tiéba, nous restait invariablement fidèle.

Les bases étant assurées en arrière, nos explorateurs allaient se lancer dans l'inconnu et tâcher de reconnaître et d'occuper les mystérieuses régions qui s'ouvraient devant eux. En 1893, Tombouctou est visitée par M. Boileux; les chefs du Mossi et du Dagomba signaient des traités de paix et d'alliance : le pays de Kong et de Bornou étaient traversés par nos explorateurs. Les lieutenants Voulet et Chanoine occupaient ou soumettaient dans la boucle du Niger le Yatenga et le Gourounsi.

Quand se fut produit le sombre drame sur lequel aujourd'hui encore la lumière n'a pas été encore entièrement faite, les lieutenants Joalland et Meynier poursuivirent la marche qui leur avait été tracée. Malgré les tristesses de cette catastrophe, ce fut un beau jour pour tous les coloniaux français celui où l'on apprit que, sur le Tchad, les missions d'Algérie, avec Foureau-Lamy, du Congo, avec Gentil, s'étaient réunies à l'ancienne mission du Soudan Voulet-Chanoine, réalisant ainsi par

les actes la jonction jusque-là théorique des diverses colonies de notre empire nord africain.

§ I^{er}. — DÉLIMITATION DU RIO-DEL-ORO
ET DE LA COLONIE FRANÇAISE

Depuis de fort longues années, les Espagnols ont des prétentions, qu'ils ne songent d'ailleurs nullement à dissimuler, sur une partie de l'empire marocain. C'est dans ce but qu'en 1884, ils occupèrent le Rio-del-Oro et passèrent avec les chefs des tribus occupant ce territoire un grand nombre de traités. Une colonie européenne venait donc s'interposer entre l'empire chérifien et nos populations sénégalaises. Des limites précises devaient être tracées : il fut difficile de le faire car, si autour du point primitif d'occupation l'Espagne voulait s'assurer une large zone d'influence, la réalité ne correspondait guère à ses désirs.

En 1900, M. Delcassé put enfin signer l'accord définitif. La ligne de délimitation part du cap Blanc, suit le 21°20' de latitude nord, puis, laissant à la France les salines d'Idgil, elle remonte jusqu'à l'intersection du 14°20' méridien ouest avec le tropique du Cancer. La délimitation s'arrête là : il eût fallu, en effet, en la poussant plus loin, trancher dans le vif de la question du Maroc. Le temps n'en était pas encore venu.

Une clause très importante de cette convention est le droit de préemption reconnu par l'Espagne

à la France en cas d'abandon, pour une cause quelconque, de ce protectorat.

La route vers le nord restait donc complètement libre pour la jonction des colonies françaises.

§ II. — DÉLIMITATION D'AVEC LA GAMBIE ANGLAISE

La situation est beaucoup plus gênante, au sud du Sénégal, aux frontières de la Gambie anglaise. Car, outre que les Anglais sont des voisins beaucoup plus remuants que les Espagnols, on peut constater, en jetant les yeux sur une carte, que leur colonie de la Gambie s'avance comme un coin dans nos possessions sénégalaises. Il serait à souhaiter que cette enclave disparût tout à fait : nous avons pu tout au moins la réduire dans certaines limites.

Par le traité de Versailles du 3 septembre 1783, les Anglais avaient stipulé pour eux le droit de faire le commerce spécial de la gomme au nord du fleuve Sénégal. En échange de ce droit, la France établissait un comptoir sur la Gambie, à Albréda. En 1857, ces droits réciproques furent d'un commun accord supprimés.

L'intérêt français commandait de délimiter strictement les frontières de la Gambie anglaise, qui, par suite de l'occupation par la France de toute la côte, se trouvait devenue une enclave. Par le traité du 10 août 1889, la Gambie anglaise fut réduite à une bande de terrain, traversée par la rivière du

même nom, large d'environ 20 kilomètres et longue de 300.

De nombreux traités de protectorat en bonne et due forme sur les pays avoisinant la colonie anglaise ainsi délimitée purent seuls avoir raison de la ténacité britannique. Il eût certes mieux valu supprimer ce coin ainsi enfoncé dans nos possessions; ne le pouvant, on se borna à occuper l'arrière-pays et à détourner dans la mesure du possible les transports commerciaux qui s'effectuaient par la rivière Gambie.

L'accord de 1904, ainsi qu'on le verra plus loin, modifia encore la frontière fixée en 1889. On ne put arriver à cette époque à acquérir la totalité de cette colonie anglaise; il est fort probable que les Anglais maintiendront à un trop haut prix la réalisation de ce rêve de quelques-uns de nos coloniaux français.

§ III. — DÉLIMITATION D'AVEC LA GUINÉE PORTUGAISE

Cette situation de la Gambie anglaise est d'autant plus gênante pour nous que le bassin de la Casamance se trouve ainsi enserré entre la Gambie et la Guinée portugaise.

L'accord du 12 mai 1886 fixe les limites de la Guinée portugaise. La limite sud part du cap Roxo et passe à égale distance de la Casamance et du Rio-Cachéo. Cette convention limite de toutes parts la colonie portugaise et la coupe des sources

de la Gambie : un article très important reconnaît notre protectorat sur le Fouta-Djallon.

Par cette série de traités, qui ne faisaient d'ailleurs que consacrer l'œuvre patiente des explorateurs, des missionnaires, des commerçants, la Gambie et la Guinée anglaise étaient nettement délimitées, coupées de toutes communications avec l'intérieur et réduites à gêner le moins possible la grande œuvre de la jonction de nos colonies en l'énorme bloc de notre empire africain français.

CHAPITRE V

GUINÉE FRANÇAISE

Formée des bassins presque parallèles de plusieurs petits fleuves côtiers, cette colonie était connue il n'y pas longtemps encore sous le nom de Rivières du Sud. Les fleuves qui la composent sont le Rio-Company, le Rio-Nunez, le Rio-Pongo, le Rio-Doubreka, le Bramaya, et la Mellacorée.

Selon la marche naturelle des choses, il fallait, après avoir occupé la côte, pénétrer vers l'intérieur pour canaliser vers les ports le commerce de l'arrière-pays.

L'occupation se fit très pacifiquement, tout au moins d'une façon générale. On commença, dès le second empire, à signer avec les riverains des Rivières du Sud de nombreux traités ; cette conquête pacifique continua sous la troisième République. Dans le haut pays se trouvait une contrée dont la richesse et la nombreuse population avaient été signalées par les divers explorateurs.

Galliéni, alors gouverneur des Rivières du Sud, avait compris tout l'intérêt qu'avait la France à faire déverser une partie du commerce du Fouta-

Djallon vera la côte. Aussi le gouverneur français envoya-t-il à l'almany qui résidait à Timbo de nombreuses missions qui eurent d'heureux résultats. En 1881 ce roi nègre reconnaissait nos droits à la pénétration commerciale, le 30 mars 1888 il se plaçait définitivement sous le protectorat français.

Quelques difficultés s'élevèrent bien dans la suite, mais dès 1896 le pays était entièrement soumis.

§ 1^{er}. — ARRANGEMENT FRANCO-ALLEMAND

24 DÉCEMBRE 1885

Certains négociants allemands avaient passé des traités avec des rois indigènes dont les possessions s'étendaient entre le Rio-Nunez et la Mellacorée. Il était pour la France de toute nécessité de faire disparaître cette enclave. Une convention qui fut ratifiée par la loi du 5 juillet 1886 abandonna à l'Allemagne tous nos droits sur le territoire de Porto-Seguro en échange de ceux qu'elle pouvait avoir sur cette région des Rivières du Sud. Cela nous permettait donc d'occuper sans interruption la côte toute entière jusqu'à Sierra Léone.

§ II. — DÉLIMITATION D'AVEC LA GUINÉE PORTUGAISE

L'arrangement du 12 mai 1886 fixait comme limite est le 16° de longitude ouest et au sud une ligne partant de l'embouchure de la rivière Cajet et passant à égale distance du Rio-Cassini et du Rio-Company. Le bloc des colonies françaises du Sénégal était donc rendu possible par la réunion, en arrière de la Guinée portugaise, de nos colonies de la Guinée française et du Sénégal. Dans cette délimitation le gain compensait la perte.

Si nous perdions le bassin du Rio Cassini, par contre nous acquerriions le cours complet de la Casamance, le territoire du Ziguinchor et, fait très important, nous obtenions la reconnaissance par le roi du Portugal de notre protectorat sur le riche et populeux Fouta-Djallon.

§ III. — DÉLIMITATION DE LA GUINÉE ET DE LA SIERRA LÉONE

Il semble vraiment que l'Angleterre, dans la délimitation de ses colonies de la Gambie et de la Sierra Léone, ait été particulièrement malchanceuse. Il est vrai qu'elle s'est fortement reprise depuis. Le grand objectif de ces colonies ainsi que celui du Sénégal et de la Guinée française était la

marche vers les hautes vallées du Niger. Or, comme le dit si bien M. le docteur Rouire dans un article de la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1898, « la Gambie ouvre vers la vallée du Niger une voie naturelle bien supérieure à celle qu'offre le Sénégal, elle est d'un accès beaucoup plus facile aux vaisseaux et ces derniers peuvent s'y aventurer en tout temps et la remonter en basses eaux jusqu'à une longitude plus orientale que ce premier fleuve ; enfin là est la route la plus directe pour le Fouta Djallon et Tombouctou. » Et plus loin voici l'explication fournie par le même auteur sur l'abandon du Fouta, après s'être étonné de ce « désintéressement chez des gens d'ordinaire assez avides en fait d'acquisitions coloniales ».

« Pour eux l'objet d'une colonie est de donner des résultats; son exploitation est une opération commerciale comme une autre et l'on sait que la première condition à remplir pour obtenir un gain, c'est de tenir les frais au-dessous des recettes. »

M. de Freycinet et lord Lyons signèrent le 28 juin 1882 la convention de délimitation entre nos possessions et la colonie anglaise de Sierra-Léone. La Chambre, sur le rapport de M. Dureau de Valcomte, la repoussa malgré le vote du Sénat. Cette délimitation manquait de précision et le rapporteur trouvait qu'elle nous imposait des sacrifices sans compensation. Les deux gouvernements français et anglais en tinrent compte en pra-

tique jusqu'à ce que l'arrangement du 10 août 1889 eût mis législativement fin à cette situation de fait.

Ce nouveau traité n'est d'ailleurs que la reproduction de la convention primitive. La ligne de délimitation des frontières sépare le bassin de la Mellacorée de celui de la grande Scarcie ; elle suit à peu près le 10° de latitude nord et devait s'arrêter à l'intersection de cette ligne et du 13° de longitude ouest.

La France avait dû laisser de côté ses prétentions de 1882 et abandonner le bassin de la grande Scarcie car sa voisine menaçait de couper les communications de la Guinée française avec le Soudan. Aussi, dans une annexe du traité, était-il très nettement spécifié que les commissaires chargés de la délimitation sur le terrain devraient rechercher « les moyens d'assurer à la France une voie de communication entre la Mellacorée et le Soudan français au sud du Fouta-Djallon ».

Ce n'est que quelques années plus tard que la frontière put être délimitée ; les très regrettables incidents de Vaïma et Samoh, notamment, firent hâter plus encore la fixation définitive des frontières à l'est de la Sierra-Léone.

L'accord du 5 août 1890 avait eu pour but principal de déterminer les zones d'influence respective de la France et de l'Angleterre dans les régions du Niger et du Tchad. Les commissaires chargés de son application reçurent l'ordre en même temps de délimiter, d'une manière définitive

ve, la frontière est de la colonie anglaise de Sierra Léone.

Le 26 juin 1891 ils décidèrent de prendre comme directrice générale la ligne du méridien 13° ouest de Paris à partir du 10° de latitude et en se dirigeant vers le sud. Il était d'ailleurs bien entendu que les commissaires auraient le droit de suivre, s'il y avait lieu, certaines limites naturelles à la seule condition que l'une des parties ne fût pas plus avantagée que sa voisine, et cela par un système de compensations réciproques.

Les commissaires ne purent se mettre de longtemps d'accord et deux graves incidents de frontière ayant résulté de cet état de choses, les deux gouvernements firent opérer la délimitation sur la carte même. Ce fut l'œuvre de l'arrangement du 21 janvier 1895 exécuté sur le terrain par la mission Payn, qui termina en 1901 cette délimitation.

Bornée au nord et à l'est, la colonie de Sierra-Léone ne pouvait s'étendre vers le Fouta ni vers le Niger : la Guinée française, grâce à ces accords, communiquait librement avec le Soudan français.

Les accords franco-anglais de 1904, ainsi qu'on le verra plus loin, nous ont donné les îles de Los qui commandaient la rade de Konakry.

A cette même époque et par le même accord, la ligne du Niger au Tchad était rectifiée pour nous permettre de ravitailler Zinder et acquérir quelques points d'eau.

CHAPITRE VI

COTE D'IVOIRE

La première colonie française que l'on rencontre en suivant la côte vers le Sud, est alors la Côte d'Ivoire. C'est une des plus anciennes parmi toutes celles que nous possédons en Afrique.

Dès 1838, par un traité régulier passé avec les chefs indigènes qui occupaient le territoire du Garroway, une vaste étendue de terrain avait été cédée à la France : ce premier traité fut confirmé à l'époque où Bouet-Willaumez gouvernait le Sénégal. Un an plus tard le traité du 4 juillet 1843 nous donnait le territoire d'Assinie.

Cette colonie avait un inconvénient très grave ; la mortalité des troupes y était très grande. Aussi, malgré le développement côtier que lui avaient donné des traités passés avec les petits potentats de la côte, le gouvernement impérial la fit évacuer en 1870.

Ce ne fut que treize années plus tard que les postes en furent réoccupés. L'arrière-pays fut soumis au protectorat français, en particulier le pays de Kong. M. Treich-Lapleigne et le capitaine Binger y passèrent toute une série de traités, et

ce fut à juste titre que la capitale de la côte d'Ivoire fut transférée à Bingerville quand on fut obligé d'abandonner Grand Bass à cause de son insalubrité trop grande.

§ I^{er}. — DÉLIMITATION DE LA COTE D'IVOIRE
ET DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

Dès sa fondation par les esclaves américains, la République de Libéria avait été considérée très favorablement par le gouvernement français : Bouet-Willaumez avait le premier réclamé pour ce jeune État la reconnaissance officielle et ces apprentis de la liberté étaient traités avec tous les égards dus aux citoyens d'un grand État. Ils en abusèrent d'ailleurs quelque peu. Ce fut ainsi que la République de Libéria annexa, sans aucun scrupule de sa part, des territoires sur lesquels nos droits étaient formellement établis. Elle élevait réclamations sur réclamations ; notre patience se lassa à la fin ; et ce gouvernement étant un peu mieux connu, la France signa avec lui le traité du 8 décembre 1892 approuvé par la loi du 31 juillet 1894.

Le thalweg de la rivière Cavally forme la ligne frontière des possessions des deux Républiques ; la navigation sur cette rivière demeure libre. La France se réserve expressément « le droit de faire, à ses frais, dans le cours ou sur l'une ou l'autre

rive du Cavally, les travaux qui pourraient être nécessaires pour le rendre navigable ».

Afin d'aplanir complètement toutes les questions litigieuses, chacun des pays abandonnait tous droits qu'il pouvait faire valoir sur l'autre rive du Cavally. Une question bien plus importante que celle de cette simple délimitation se posait pour la France. Avec le temps, on avait abandonné tous préjugés sur cet État que l'on avait vu à l'œuvre : il s'agissait donc d'empêcher sur lui la main-mise d'une nation européenne quelconque. C'est dans ce but qu'il fut soigneusement stipulé dans l'article 5 de la convention du 8 décembre 1892 que le gouvernement de la République Française ne s'engageait que « vis-à-vis de la République libérienne libre et indépendante ».

§ II. — DÉLIMITATION DU GOLD-COAST ET DE LA CÔTE D'IVOIRE

Entre nos possessions de la côte d'Ivoire et celles de la côte des Esclaves, devenues aujourd'hui le Dahomey, s'étendent le Gold-Coast ou côte d'Or, colonie anglaise, et le Togoland, qui fait partie des colonies de l'Afrique allemande. La délimitation devait donc se faire avec l'Angleterre, mille fois plus intraitable que l'Allemagne dans toutes ces questions coloniales.

Elle commença par prétendre avoir des droits exclusifs et absolus sur les lagunes Tendo et Shy

ainsi que sur la rivière Tanoë. Pour transiger, on traça une frontière double. L'arrangement du 10 août 1889 stipula que « la navigation sur les lagunes Tendo, Shy et la rivière Tanoë serait libre et ouverte aux embarcations et habitants des deux protectorats ». Par contre, à partir de Nougoua, une frontière unique atteignait le 9° degré de latitude Nord.

Trois fois encore il fallut revenir à cette délimitation. Un de nos explorateurs, M. Treich-Lapleine, avait passé de nombreux traités dans le pays du Bettie, l'Indénié, Boudoukou et Djimini.

M. Binger, commissaire français chargé de faire exécuter sur les lieux une nouvelle délimitation du 26 juin 1891, délimitation qui devait faire respecter nos droits sur ces pays, ne put mener sa tâche à bien, car le commissaire anglais élevait à tout propos des prétentions excessives.

Ce commissaire britannique fut en fait désavoué par le cabinet anglais qui signa avec le gouvernement de la République un nouvel arrangement le 12 juillet 1893 : au-delà de Nougoua, la ligne se confond en une seule jusqu'à l'intersection de la Volta noire avec le 9° de latitude.

Le troisième arrangement, la convention du 14 juin 1898, eut pour but de répartir les territoires non encore délimités. Tous avaient été reconnus et occupés par des missions françaises : mais ils étaient riches et l'Angleterre en voulait sa part. C'était le Gourounsi, le Mossi, le Lobi, le Oua, le Mampoursi.

Les intrigues d'un sujet anglais, Fergusson, la servirent à merveille et la France dut abandonner le pays de Oua sur lequel elle possédait des titres certains. La nouvelle frontière suit le cours de la Volta noire jusqu'à son intersection avec le 11° parallèle et se dirige ensuite vers l'est en se confondant avec lui.

La Gold-Coast, délimitée au nord et à l'ouest ne pouvait en aucune façon menacer par une extension possible, les communications du Soudan français et de la côte d'Ivoire, ainsi reliée au bloc de nos possessions nord-africaines.

CHAPITRE VII

DAHOMEY

C'est l'un de nos plus anciens protectorats africains; dès 1863, Porto-Novo acceptait la domination française. Le 19 mai 1868, la souveraineté absolue sur le territoire de Kotonou nous était cédée par le roi de Dahomey. Cette cession fut confirmée le 19 avril 1878; en 1883, Agoué, Grand-Popo, Petit-Popo et Porto Seguro étaient placés sous le protectorat de la France.

A. — Avant la conquête

Le Dahomey est borné par le Togoland à l'ouest, le Lagos anglais à l'est.

§ I^{er}. — DÉLIMITATION D'AVEC LE TOGOLAND

On sait que le prince de Bismarek favorisa de tout son pouvoir notre expansion coloniale. C'était, dans une pensée de haute politique, pour écarter de l'esprit français l'idée d'une revanche possible. Aussi, partout où nous avons eu pour

voisins les Allemands, les délimitations ont été faites avec une certaine bonne foi que nous aurions voulu trouver plus souvent chez nos éternels rivaux, les Anglais. Dès le 25 décembre 1885, le baron de Courcel et le prince de Bismarck signaient la convention de délimitation par laquelle la France reconnaissait le protectorat allemand sur le Togoland et cédait à l'Empire allemand Petit-Popo et Porto Seguro. Par contre, tous les droits acquis sur les rivières du Sud nous étaient rétrocédés. Le 1^{er} février 1887, le procès-verbal définitif était signé à Petit-Popo.

La ligne séparative suit le méridien qui passe par la pointe ouest de l'île Bayol jusqu'à sa rencontre avec le 9° degré de latitude nord.

§ II. — DÉLIMITATION D'AVEC LE LAGOS ANGLAIS

La première convention, en date du 10 août 1889, fixait, pour le Lagos anglais, la même limite nord. Mais, dès l'année suivante, l'Angleterre, qui avait dû momentanément abandonner ses prétentions, les reprenait de plus belle et concluait avec nous la désastreuse convention du 5 août 1890.

La ligne de démarcation de l'accord du 10 août 1889 était le « méridien qui coupe le territoire de Porto-Novo à la crique d'Ajarra ». La limite nord se confondait, comme nous l'avons dit plus haut, avec le 9° de latitude nord.

C'est à ce moment-là que le sens colonial man-

qua à la France ; il est heureusement réapparu depuis lors : on ne saurait absolument le certifier.

L'Angleterre, depuis plusieurs années, répétait sur tous les tons que le Niger était un fleuve anglais. Son plénipotentiaire, à la conférence de Berlin, sir E. Malet, l'affirmait solennellement. Pouvait-on refuser de donner foi à des assertions aussi formelles : l'immense majorité du public français crut sur parole, ne se souciant pas d'ailleurs de le constater. Mais, à la conférence de Berlin, ainsi que le dit pittoresquement M. Guin, « puisqu'il gardait la porte, John Bull croyait que le corridor était tout à lui. Il fallut lui rappeler que la France avait un beau logement à l'extrémité et ce fut par une grimace significative qu'il accueillit la décision qui le contraignait à laisser la porte grande ouverte ».

M. Waddington pour la France, lord Salisbury pour l'Angleterre, signèrent, le 5 août 1890, cette convention, fameuse autant que désastreuse pour nous, dans laquelle l'Angleterre, se faisant la part du lion, gardait pour elle tout le pays fertile et nous laissait les steppes sahariennes :

La France reconnaissait le protectorat britannique sur Zanzibar et l'île Pemba, en échange de la reconnaissance par l'Angleterre du protectorat français sur Madagascar.

De plus, une ligne de démarcation des zones d'influence respectives était tracée, partant de Say, sur le Niger, allant à Barroua, sur le Tchad, mais

en comprenant dans la zone anglaise tout le Sokoto.

La reconnaissance du protectorat anglais sur le Sokoto était vraiment monstrueuse : cette nation n'y avait aucune influence. Les affirmations mensongères de la Royal Niger Company avaient indignement trompé les négociateurs français ; on sait d'ailleurs que ces compagnies anglaises n'hésitent jamais sur le choix des moyens à employer : quelques années plus tard, au Transvaal, la Chartered devait en donner de sanglants exemples.

A l'annonce de la signature de ce traité, la joie anglaise ne connut plus de bornes. Le président de la Chartered vint chaudement féliciter le négociateur anglais. C'est alors, qu'en plein Parlement, ce dernier lança cette phrase cruelle qui dut ouvrir les yeux à bien de nos compatriotes enfin désillusionnés : « Le terrain en question cédé à la France est ce qu'un agriculteur appellerait un sol léger, très léger. — Le coq gaulois, qui aime à gratter la terre, pourra y user ses ergots ».

Dans cette convention il y avait une violation formelle du Congrès de Berlin. Les territoires ainsi mis dans les deux lots n'avaient point été occupés effectivement ; aucune nation ne se plaignit, car il était bien évident que nulle autre puissance ne pourrait jamais prétendre occuper ces territoires, à cause de leur position géographique.

B. — Après la conquête

Dès 1887, le souverain du Dahomey, Glé-Glé, avait voulu nous forcer à évacuer Kotonou ; deux ans plus tard il avait dévasté le royaume de Porto-Novo. Une expédition immédiate eût peut-être évité la conquête définitive. Mais, en ce moment-là, le gouvernement de la République préféra temporiser et faire reconnaître de nouveau, moyennant finances, nos droits sur Kotonou et Porto-Novo. Le père Dorgère fut chargé de cette négociation : sur un versement d'une rente annuelle de 20.000 francs, Béhanzin, successeur de Glé-Glé, consentait à cette reconnaissance. Ce traité ne fut pas longtemps en vigueur. Dès 1892, Béhanzin avait recommencé la guerre contre nous. L'expédition du colonel Dodds fut alors lancée contre lui ; en un mois elle conquiert le pays entier, entra à Cana, à Abomey et fit prisonnier Béhanzin qui fut interné à la Martinique.

Le Dahomey avait connu avec Glé-Glé et Béhanzin les pratiques rituelles des sacrifices humains. Ce fut donc un gain pour l'humanité que la disparition de ce royaume et, ainsi que le fait remarquer M. Despagne, « pas une voix ne protesta à l'étranger contre notre entreprise ni contre ses résultats ».

Le Dahomey, malgré les deux rois installés à

Abomey et Allada, n'est plus aujourd'hui qu'une colonie française.

Ce fut alors dans la boucle du Niger une véritable randonnée, Explorateurs anglais, allemands et français s'y croisaient et recroisaient, signant avec les chefs du pays, ou parfois même avec de vulgaires imposteurs, de nombreux traités de protectorat que ces indigènes comprenaient ou non.

C'est que, si les coloniaux français voulaient unir le Dahomey à la Côte d'Ivoire en passant par dessus le Togoland et le Gold Coast, les Anglais ambitionnaient, de leur côté, d'enserrer la nouvelle colonie française dans un cercle de fer. Il leur suffisait, pour cela, d'opérer, au nord de la colonie française, la jonction du Gold Coast au Lagos. Les Allemands, nouvelle puissance coloniale, ne voulaient point rester en arrière. De sorte que, dans ces pays fertiles, ce fut une réelle fureur d'aller vite et d'occuper le pays, l'occupation effective étant devenue, depuis la conférence de Berlin, la base juridique indispensable, nécessaire à une prise de possession en bonne et due forme. Les Français se firent particulièrement remarquer dans ces raids d'exploration. Le commandant Destenave et le lieutenant Voulet agissaient du côté du Soudan, tandis que MM. Decœur, Ally, Baud, Toutée, Bretonnet cantonnaient leurs efforts dans l' hinterland du Dahomey. Le capitaine Monteil, dans un grand voyage de liaison, partait du Sénégal et, traversant le Mossi, arrivait à Say.

§ I^{er}. — DÉLIMITATION DU TOGOLAND ET DU DAHOMEY

On se rappelle qu'avant la conquête du Dahomey une convention de délimitation avait été signée à Berlin, le 25 décembre 1885, entre le prince de Bismarck et le baron de Courcel. Le 1^{er} février 1887, à Petit-Popo, les commissaires nommés avaient établi définitivement le procès-verbal de délimitation en prenant pour frontière le méridien qui, partant de la côte, passe par la pointe ouest de l'île Bayol, prolongé jusqu'au 9^e degré de latitude nord.

A la suite de l'effort colossal fourni par les explorateurs français, anglais et allemands, il devenait à peu près impossible de se rendre compte des prises de possession réelles, bases de toute propriété coloniale africaine. Avec l'Allemagne, les pourparlers furent relativement faciles. De bonne foi de part et d'autre on s'accorda pour faire une côte mal taillée. La France garda le Gourma, tandis que nous abandonnions le Sansoumé-Mango. L'effort allemand vers le Niger était donc complètement arrêté (23 juillet 1897).

§ II. — DÉLIMITATION D'AVEC LE LAGOS

Quant à l'Angleterre, elle afficha dès le premier instant des prétentions insoutenables. Le Borgou avait été visité par M. Decœur et le capitaine Lu-

gard ; le premier seul avait réellement traité avec les rois véritables du pays. Espérant recommencer sans doute le bluff qui leur avait si bien réussi à nos dépens lors de la convention du 5 août 1890, les plénipotentiaires anglais voulurent soutenir que la ligne Say-Barroua devait être prolongée sur la rive droite du Niger, que par conséquent la France ne pouvait s'étendre au dessous de cette nouvelle ligne.

Les négociateurs français avaient été durement avertis par une première expérience et le traité du 14 juin 1898 ne fut heureusement pas la répétition de la convention de 1890. La frontière du Lagos était prolongée jusqu'à Gomba, sur le Niger, mais la majeure partie du Borgou venait s'enclaver dans l'arrière-pays dahoméen. Le traité nous donnait de plus deux enclaves sur le Niger l'une à Badjibo, l'autre sur la rivière Forcados ; cette concession n'était d'ailleurs garantie que pour une durée de trente années.

L'arrangement du 14 juin 1898 fut violemment critiqué par la presse anglaise ; cela prouve hautement que, cette fois, les négociateurs français avaient accompli tout leur devoir.

CHAPITRE VIII

CONGO FRANÇAIS

Grande comme plusieurs fois la France, cette colonie nous fut acquise par les efforts de Savorgnan de Brazza luttant héroïquement contre son rival Stanley.

Ce fut une conquête toute pacifique, pas une goutte de sang ne fut versée pour acquérir à la France ce magnifique domaine colonial : l'explorateur français, à la différence de l'américain, ne ternit pas ses exploits par des vies humaines fauchées sans nécessité. Les autres explorateurs français suivirent cet exemple : de Brazza fut, pour le Congo, leur initiateur à tous.

En 1839 et 1842 quelques traités avaient déjà été passés. Le roi Makoko, sur les instigations de Savorgnan de Brazza, se plaça le 10 septembre 1880 sous le protectorat français. Il en fut de même pour tous les chefs des pays voisins et c'est le plus pacifiquement du monde que l'on vit bientôt, sur les cases de tous ces grands ou petits potentats indigènes, flotter les trois couleurs françaises, signe tangible du protectorat accepté.

La colonie était bornée par le Cameroun alle-

mand, les îles Corisco, Elobey, possessions espagnoles, le territoire portugais de Cabinda et enfin le Congo belge.

§ 1^{er}. — DÉLIMITATION D'AVEC LE CAMEROUN

Derniers venus dans l'Afrique coloniale, les Allemands n'ont guère été favorisés dans le partage de ce continent. Le Cameroun, pas plus d'ailleurs que le sud-ouest africain, ne leur donne de brillants résultats. C'est peut-être là une des raisons qui facilitèrent la signature de la convention du 24 décembre 1885 par laquelle la frontière était fixée au Rio-Campo. La France avait bien des droits au nord de ce fleuve : l'Allemagne en possédait d'autres au sud. Les deux pays s'en firent abandon réciproque et la situation en fut rendue plus nette. On fixa d'un commun accord la frontière orientale au 12° 40' de longitude est.

§ II. — DÉLIMITATION D'AVEC LA COLONIE ESPAGNOLE

Si on jette les yeux sur une carte du Congo on aperçoit au nord dans le golfe de Guinée une petite colonie espagnole au-dessus de Libreville. Elle comprend les îles Corisco et Elobey et la côte du Rio Campo au Rio Mouni. Il ne faut voir, dans la signature de la convention du 27 juin 1900, qui a reconnu ces territoires à l'Espagne, qu'un

effet de notre bienveillance en vue de continuer avec cette puissance les bonnes relations qui nous permettaient un accord sur d'autres terrains beaucoup plus importants.

L'île Corisco était bien incontestablement espagnole : mais l'île Elobey n'en était pas moins française.

Sur la côte la base de prise de possession étant les excursions de quelques savants espagnols, il est fort probable pour ne pas dire certain, que cette interprétation de l'occupation effective n'aurait rien eu de juridique au sens des décisions de la conférence de Berlin.

Quoi qu'il en fût, et dans un but évident de conciliation, la France reconnut à sa voisine la possession des îles Elobey et Corisco ainsi que du pays compris entre les rios Campo et Mouni, le 9^o de longitude est et le 1^o de latitude nord.

Mais, ainsi que pour la République de Libéria, et comme nous le verrons plus bas, pour l'Etat indépendant du Congo, la France se réserva le droit absolu de préemption au cas où, pour une cause quelconque, l'Espagne abandonnerait ces territoires.

§ III. — DÉLIMITATION D'AVEC LA COLONIE DE CABINDA

Au sud du Congo français, sur la côte, entre le Niari-Kouilou et Banana s'étend la petite enclave portugaise Cabinda. Pour la délimitation définitive

les pourparlers furent assez longs. Se souvenant de son ancienne grandeur coloniale, encore vassal en fait de l'Angleterre, le Portugal avait de hautes prétentions et cherchait à imiter son suzerain.

Par l'article 3 de la convention du 12 mai 1886 on fixa la frontière de manière à laisser à la France le cours de la Loëmé et au Portugal le bas Chi-loango. Mais, sur le terrain on s'aperçut que cette délimitation était par trop imprécise. Le 23 janvier 1901 fut signé à Paris un acte interprétatif de l'ancien article 3 et depuis la frontière nouvelle a été tracée sur les lieux mêmes.

§ IV — DÉLIMITATION D'AVEC L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

S'il est vrai de dire que l'ingratitude est la règle pour les nations dans leurs rapports entre elles, l'Etat indépendant du Congo n'y a point fait exception à notre égard tout au moins. Sa reconnaissance par la France avait entraîné celle par les autres nations : grâce à notre médiation amicale il avait pu traiter avec le Portugal par la convention du 14 février 1885.

Les frontières du Congo français et du nouvel Etat avaient été fixées par le traité franco-congolais du 5 février 1885. La loi française du 17 décembre 1885 l'avait approuvé.

L'article 3 stipulait :

« Le gouvernement de la République française

et l'Association adoptent pour frontières entre leurs possessions :

» La rivière de Chiloango depuis l'Océan jusqu'à la source la plus septentrionale ;

» La crête de partage des eaux du Niari-Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga ;

» Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de N'Tombo-Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve ;

» Le Congo jusqu'au Stanley-Pool ;

» La ligne médiane de Stanley-Pool ;

» Le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière Licoma-N'Kundja ;

» Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17° degré de longitude est de Greenwich en suivant autant que possible la ligne de partage des eaux du bassin de la Licoma-N'Kundja, qui fait partie des possessions françaises ;

» Le 17° degré de longitude est de Greenwich ».

Une fois encore l'ignorance réelle où l'on était de certaines positions ainsi fixées allait rendre nécessaire l'interprétation de ce traité. D'après M. Darcy « sur la carte officielle annexée au traité la Licoma était confondue avec l'Oubanghi. En aval du confluent de l'Oubanghi ne figurait aucune autre rivière. »

C'était donc logiquement de l'Oubanghi qu'avaient voulu parler les négociateurs : les Belges

ne l'entendirent point ainsi et voulurent nous faire reculer de cent cinquante kilomètres jusqu'à la Licoma. Nous ne pouvions subir les résultats d'une erreur aussi grossière et abandonner ce fleuve presque aussi important que le Congo lui-même. La ténacité de M. de Brazza put enfin leur faire entendre raison.

Le protectorat du 29 avril 1887 fixa comme nouvelle limite le thalweg de l'Oubanghi depuis son confluent avec le Congo jusqu'à son intersection avec le quatrième parallèle nord. Ce même parallèle délimitait ensuite les zones d'influence : au nord celle de la France, au sud celle de l'Etat indépendant du Congo.

Ce même traité consacrait, au profit de la Belgique, la renonciation au droit de préemption que nous avions acquis sur l'Etat indépendant.

Avant même la création de cet Etat, le colonel Strauch, président de l'Association internationale africaine, s'était engagé, par une lettre du 23 avril 1884 adressée à M. Jules Ferry, à donner à la France un droit de préférence au cas où les territoires occupés seraient abandonnés. Jules Ferry, en accusant réception de cette lettre, s'engagea par contre à « respecter les stations et territoires libres de l'Association et à ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits ».

Le droit de préférence fut notifié à toutes les puissances et aucune opposition n'y fut faite. Le 5 février 1885 une nouvelle lettre le confirmant

fut adressée à M. Jules Ferry lors de la transformation de l'Association internationale Africaine en Etat indépendant.

Le nouvel Etat ainsi formé avait pour roi Léopold, roi des Belges. Il n'existait d'ailleurs entre les deux royaumes qu'une union personnelle, mais, la situation ne pouvant durer ainsi, Léopold II fit tous ses efforts pour annexer le Congo à la Belgique. C'est pour cela que les négociateurs belges demandèrent à la France de stipuler dans le protectorat du 29 avril 1887 la renonciation formelle au droit de préférence en faveur de leur nation. Notre ambassadeur à Bruxelles, par une déclaration du même jour, faisait la même promesse mais sous réserve que ce droit de préférence subsisterait à la charge de la Belgique.

Depuis, le roi Léopold voulut à plusieurs reprises presser l'annexion du Congo qu'il avait légué à la Belgique par testament du 2 août 1889. Désirant, en 1895, le céder immédiatement, il signa le traité franco belge du 5 février 1895 qui confirmait les déclarations de notre ambassadeur du 29 avril 1887. Mais les principales autorités belges ayant préféré rejeter plus avant dans l'avenir cette annexion, le projet de traité est devenu caduc.

CHAPITRE IX

CONGO FRANÇAIS (*Suite*)

Vers le Tchad et Fachoda

§ I^{er}. — VERS LE TCHAD

Ayant ainsi limité l'extension de l'Etat indépendant au sud du Congo français, il s'agissait de relier notre colonie au Tchad et à l'Algérie.

Paul Crampel avait déjà passé des traités avec les chefs des tributs limitrophes du Cameroun quand, dans une seconde expédition, il fut assassiné à el Couti en avril 1891. M. Melchior de Vogüé, dans un discours à la Société de Géographie commerciale, prononça ces quelques paroles que nous ne pouvons nous dispenser de citer ; elles s'appliquent si bien à la mort de nos explorateurs tombés sur la terre africaine : « Les quelques fanatiques qui ont arrêté Crampel ont fait un bien mauvais calcul ; ils ne savaient pas que lorsque des os français tombent quelque part, du même coup la terre devient française, ils ne savent pas que de ces os s'élève toujours un vengeur et une semence future de civilisation ».

La mission Dybowski vengea cette mort.

La mission Maistre atteignait la Bénoué et rentrait par le Niger ; M. Ponel fit le même trajet que le lieutenant Mizon avait parcouru en sens inverse en remontant la Bénoué, traversant l'Adamoua et atteignant enfin de Brazza sur la Sangha.

C'était là beaucoup de soins, de travaux, de peines inutiles que se donnaient nos explorateurs : l'Angleterre et l'Allemagne se chargèrent de le démontrer. Le gouvernement français apprit brusquement la signature d'un traité anglo-allemand du 15 novembre 1893 par lequel les deux nations se partageaient sans scrupule aucun les territoires sur lesquels les explorations des Maistre et des Mizon nous avaient créé des droits incontestables. L'Allemagne prenait tout le Chari et la plus grande partie de l'Adamoua ; la rive méridionale du Tchad presque complète lui était abandonnée. L'Angleterre par contre prenait Yola, les territoires à l'ouest de cette ville, le Wadaï, le Darfour et le Bahr-el-Ghazal. Les territoires de la Royal Niger Company arrivaient ainsi au Nil !

Mais alors c'était un obstacle infranchissable qui s'élevait au nord du Congo Français ; il fallait perdre à tout jamais l'espoir de le relier à l'Algérie et c'était la fin du rêve de tous les coloniaux de France ; le Comité de l'Afrique française et le Gouvernement français s'émurent de cet arrangement qui ne nous était pas opposable, il est vrai, puisque nous n'y avions pas été partie. Le commandant Monteil fut dépêché à Berlin comme né-

gociateur. Malgré son énergie il ne put rien obtenir.

Le protocole franco-allemand du 4 février 1894 confirmé le 15 mars ne nous laissait que la partie marécageuse de l'Adamoua, nous enlevait toute communication avec la Bénoué, nous abandonnait seulement la Sangha inférieure.

Par compensation, nous recouvrions le Chari qui, dans la partie inférieure de son cours, servait de limite franco-allemande ; nous avions de plus le champ libre à l'est du lac Tchad et pouvions par conséquent opérer cette jonction avec l'Algérie qui nous tenait tant au cœur. Autour du lac, nous avons eu à combattre Rabah, le marchand d'esclaves, qui s'était taillé un royaume dans le Darfour et le Baguirmi. Il fallut une sérieuse expédition pour l'en déloger et le combat de Koussouri où il fut tué, en 1900, causa la mort du commandant Lamy et du capitaine de Cointet.

C'est le dernier effort sérieux que nous ayons eu à accomplir pour pacifier notre vaste empire africain.

§ II. — VERS LE NIL

Un seul débouché nous restait ouvert, c'était la marche vers l'est ; l'Angleterre qui l'avait fort bien compris et qui craignait pour la Haute Egypte, lança habilement sur nous la Belgique. C'est avec enthousiasme que cette dernière signa le traité du 12 mai 1894. Le souverain du Congo prenait à

bail, avec faculté de l'occuper et l'administrer durant tout son règne, la rive gauche du Nil depuis le lac Albert jusqu'à Fachoda ainsi que la partie du Bahr-el-Ghazal limitée à l'ouest par le 25^m méridien et au nord par le 10^{me} parallèle. A la mort du roi Léopold, l'Angleterre prendrait possession de la partie des territoires conquis entre le Nil et le 30^m méridien. Le restant serait incorporé au Congo à titre de bail emphytéotique ; l'Angleterre se réservait de plus une bande de vingt-cinq kilomètres à l'extrémité est de l'Etat Indépendant pour le passage de la voie du Cap au Caire, rêve de tout bon Anglais.

Ce dernier point était la riposte à l'abandon par l'Allemagne, au profit de la France, de certaines dispositions du traité anglo-allemand.

Mais l'Empereur allemand n'était point homme à se laisser ainsi duper. Devant les énergiques réclamations de son gouvernement, cette zone de vingt-cinq kilomètres dut disparaître. En cas de partage du Congo, elle aurait été, pour l'Allemagne un obstacle infranchissable à en acquérir quelque part.

La France entra alors en jeu. Sur interpellation de M. Etienne, le 7 juin 1894, M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, faisait la déclaration suivante : « Un acte qui fait sortir l'Etat indépendant des limites générales qui circonscrivent le bassin du Congo, qui l'arrache à son champ d'action naturel, qui accroît ses charges et ses responsabilités, qui développe outre mesure ses

ambitions, qui fausse son attitude, qui le met en état de rupture avec les puissances qui ont signé à son berceau et qui sont voisines sur des espaces immenses, qu'un acte où le droit de préférence réclamé par la France est éludé, sinon directement atteint, était un acte contraire au droit international africain. »

C'était donc en vertu de la thèse de l'intégrité de l'empire Ottoman que la France protestait ; elle n'avait pas encore, en effet, renoncé à soulever la question d'Egypte.

Or, le 14 août 1894, M. Hanotaux signait un traité franco-belge qui portait à cette fameuse intégrité de l'empire Ottoman un coup aussi rude que le traité anglo belge du 12 mai 1894.

L'Oubanghi servait de limites jusqu'à son confluent avec le M'Bornou, qui devenait ensuite frontière jusqu'à sa source. Puis, une ligne droite rejoignait la crête de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Nil.

Sortant des limites imposées par la conférence de Berlin, l'Etat indépendant atteignait ainsi le 8° degré de latitude nord ; mais, par contre, la France pouvait marcher à la conquête du Haut-Nil.

CHAPITRE X

LE CONGO FRANÇAIS (*Suite*)

Fachoda

Le traité franco-belge avait éveillé les susceptibilités anglaises. La Grande-Bretagne avait poussé en avant l'Etat Indépendant et celui-ci, venant de traiter avec la France, avait laissé le champ libre. Aussi à une question de M. Chamberlain à la Chambre des Communes, sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères, répondit par une déclaration d'une grande importance.

Il y disait en substance que les arrangements conclus avec l'Allemagne n'étaient ignorés de personne ; que les sphères d'influence anglaise et égyptienne couvraient tout le cours du Nil ; que la marche d'une expédition française sur le territoire où les droits anglais sont connus depuis longtemps ne serait pas seulement un acte inconséquent inattendu ; le gouvernement français devait savoir parfaitement bien que ce serait un acte peu amical et qui serait considéré comme tel par l'Angleterre.

La France ainsi visée répondit, mais très mollement, par la voix de M. Hanotaux.

Celui-ci reprochait et avec juste raison à sir Edward Grey de manquer de précision, et pour cause, dans la définition des droits anglais. Si on voulait agir il fallait faire vite. En 1893 le président Carnot avait annoncé au commandant Monteil, devant M. Delcassé, son intention de rouvrir la question d'Égypte. L'occupation d'un point du territoire égyptien devait suffire : ce devait être Fachoda. Sa situation géographique, au confluent du Sobat et du Bahr-el-Ghazal avec le Nil, en faisait la clé de l'Égypte. On s'aperçut d'ailleurs plus tard que l'occupant de ce point pourrait, à l'aide de barrages peu importants, transformer en immenses réservoirs les marais environnants et se rendre ainsi maître par la faim de toute l'Égypte en supprimant la fécondante inondation du Nil. Le plan du président Carnot ne put être mis par lui à exécution. Ce fut seulement le 24 février 1896 que M. Guieysse signa les instructions pour le capitaine Marchand.

L'idée générale était heureuse. Tandis que Marchand débarquerait à Loango et par l'Oubanghi atteindrait le Bahr el-Ghazal et Fachoda, le négus Ménéliék enverrait à son devant une armée de soutien qui opèrerait sur le Nil même sa jonction avec la mission française.

On sait l'héroïque traversée de l'Afrique par cette mission. Elle se composait de huit officiers, un interprète, un médecin, douze sous officiers,

deux cents tirailleurs sénégalais, deux petits steamers et trois chalands. L'effectif avait été réduit à dessein pour ne pas donner l'alarme aux Madhistes. Les instructions du capitaine Marchand lui prescrivaient de se lier si possible avec ces bandes que l'Angleterre venait de rappeler si opportunément à l'attention du monde.

Dans les derniers jours de 1895 et le premier trimestre 1896 un véritable vol de nouvelles signalant le péril madhiste s'abattit sur le monde entier. Les bandes du fanatique marchaient sur Ouadi-Halfa et il appartenait à l'Angleterre d'être le champion de la civilisation dans ces parages. Aussi le 12 mars, le sirdar Kitchener recevait l'ordre de se mettre en marche en descendant vers le Sud tandis que les troupes anglaises de l'Ouganda commandées par le major Macdonald remontaient vers le Nord.

La jonction de ces deux forces devait écraser comme entre les branches d'un étau les dernières bandes madhistes.

En annonçant ces nouvelles, les journaux anglais concluaient avec joie à l'occupation virtuelle du Soudan-Nilotique par les troupes anglaises.

Le sirdar Kitchener à la tête de 22.000 hommes de troupe descendit le Nil. Il brisa la puissance madhiste à la bataille décisive d'Omdurman en septembre 1898 ; le deux du même mois il entra à Khartoum.

Quelques jours après il apprenait par la capture d'une canonnière madhiste la présence à Fachoda

d'une troupe étrangère ; il y courut et y trouva Marchand.

Partie de Loango le 21 juillet 1896, la mission française, arrêtée par une révolte indigène, puis par les fièvres, ne put s'éloigner de Brazzaville que le 1^{er} mars 1897. Le 3 août, Marchand se trouvait à Zémio, hésitant sur la route à suivre : par le Darfour il aurait sûrement rencontré les madhistes et le faible effectif de la mission ne lui permettait pas d'y rechercher un combat inévitable. Il résolut donc de prendre la voie de l'est par Zémio et Tamboura et s'engagea dans le Bahr-el-Ghazal. La mission remonta la M'Bomou et le Bokou se servant des biefs navigables, et suivant le mode africain, transportant les bateaux par voie de terre quand les cataractes ou les autres obstacles interrompaient la navigation normale. Au mois de novembre 1897 après avoir construit cent soixante kilomètres de route, la mission était rassemblée sur la Soueh, affluent du Bahr-el-Ghazal.

De Fort-Desaix où la sécheresse l'immobilisait, Marchand rayonna aux alentours faisant connaître et aimer nos couleurs; les Azandès signèrent avec lui un traité d'alliance.

La crue étant enfin venue, la mission quittait Fort-Desaix le 4 juin et le 10 juillet 1898 s'établissait à Fachoda. Lorsque le 19 septembre, le sirdar Kitchener accourut pour chasser les audacieux étrangers, Marchand put très gracieusement offrir au général anglo-égyptien des légumes qui avaient poussé dans son jardin. N'était-ce point la preuve

tangible d'une possession réelle et effective de ce territoire ? On pouvait y ajouter le droit de conquête sur les madhistes puisque le 26 août la petite troupe française les avait victorieusement repoussés. C'était bien la réalisation de la vieille devise d'un grand africain « ense et aratro ». Le chef des Chillouks hésitant jusque-là était venu se placer, lui et son pays, sous le protectorat français.

Mais que pouvait le droit contre la force ? les deux cents hommes de Marchand contre les trois mille de Kitchener.

La mission de Bonchamp qui devait, avec un corps d'armée abyssin, rejoindre Marchand à Fachoda, avait été décimée en route dans les marais de la rive droite du Nil aussi funeste aux Abyssins qu'aux Européens eux-mêmes. Elle s'était repliée dès le début de 1898. Marchand se trouvait donc seul en face de Kitchener et de son armée. Il n'hésita point cependant et répondit aux protestations du sirdar que, dût-il y périr, il resterait au poste qu'il occupait par ordre de son gouvernement.

Son second, le capitaine Baratier, fut, d'un commun accord, envoyé à Paris pour y prendre de nouvelles instructions.

Pendant ce temps-là, l'unanimité de la presse anglaise, dans un immense accès de jingoïsme, s'élevait avec la dernière violence contre l'impudeur des prétentions françaises !

Sir Edward Grey affirmait que « l'Egypte c'est le Nil ». On vit même les sociétés anglaises pour le

développement de l'arbitrage déclarer que cette expédition « avait été faite sur et en violant les droits territoriaux appartenant à un état voisin et ami, et ne pouvait par conséquent faire l'objet d'un arbitrage ». Cet exemple doit donner à réfléchir aux partisans de cette institution, théoriquement panacée universelle, disparaissant pratiquement comme un feu de paille dès qu'un souffle de colère nationale va amener sûrement le conflit de deux nations.

Sous l'orage, le gouvernement ne put que céder. Le président Carnot, dans le plan primitif, dont l'exécution devait être confiée au commandant Monteil, avait voulu poser la question d'Egypte en occupant Fachoda. Mais il aurait fallu des appuis. Les négociations entamées en ce sens par M. Hanotaux avec l'Allemagne furent rompues en juin 1898 à l'arrivée de M. Delcassé au ministère. Isolés, nous ne pouvions, sans risque de guerre, soulever la question d'Egypte. Et la France n'était pas prête. Le 11 novembre 1898, Marchand recevait l'ordre d'évacuer Fachoda.

La conversation diplomatique avec Lord Salisbury, successeur de sir E. Grey, fut d'ailleurs assez courte, mais plutôt embrouillée ; son ton général rappelait celui de la fable du Loup et de l'Agneau ; inutile d'ajouter que ce n'était pas la France qui jouait le premier de ces deux rôles.

Il fallait évacuer Fachoda, disait l'Angleterre, car les madhistes auraient écrasé Marchand sans Kitchener. Si on lui répondait que ces bandes

avaient été vaincues par la mission française, elle se rabattait alors sur la déclaration de sir Edward Grey : Le Soudan est à nous : donc Fachoda est à nous.

La France voulut objecter les droits du Khédive. C'était beaucoup plus difficile à soutenir ; en effet, depuis l'insurrection madhiste ces territoires du Soudan nilotique avaient été complètement abandonnés par les souverains du Caire.

Aussi le terrain sur lequel la France était réellement inexpugnable, au seul point de vue juridique malheureusement, c'était le droit de première occupation.

Le Soudan nilotique entier était devenu *res nullius* par suite du retrait absolu de la domination égyptienne sur ces territoires, conséquence des événements de 1883-85 et de l'enlèvement d'Émin-Pacha. Il n'était donc à personne ; la conclusion nécessaire n'était pas qu'il dût être anglais. C'était bien en se basant sur ce caractère de *res nullius* que, par droit de première occupation, les Anglais et les belges s'étaient établis dans l'Equatoria à Wadelaï et à Lado. Or le Darfour et le Bahr-el-Ghazal étaient d'anciennes provinces égyptiennes au même titre que l'Equatoria ; comme cette dernière elles avaient été abandonnées par les Khédives qui n'y avaient plus aucune parcelle d'autorité. Pourquoi donc la France ne pouvait-elle revendiquer le droit d'occupation sur le Bahr-el-Ghazal que Marchand avait organisé alors que ce droit était

reconnu dans l'Equatoria par les Anglais et les Belges.

Mais « la raison du plus fort est toujours la meilleure ». Embarrassé par nos arguments, lord Salisbury fit observer le 12 octobre 1898 que les forces anglaises étaient de beaucoup supérieures à celles de la mission Marchand, Kitchener la repousserait jusqu'où il lui conviendrait.

Les Anglais étaient fort en peine de trouver d'autres arguments. Les conventions passées avec le Congo ou l'Allemagne étaient pour nous *res inter alios acta*; de plus, on ne s'empare pas de territoires par une simple déclaration; ils le savaient bien quand, fort hypocritement d'ailleurs, ils nous opposaient la déclaration Grey.

Ce qui compliqua davantage la situation, ce fut que nos ministres ayant toujours soutenu en parlant du Soudan, la théorie de l'intégrité de l'Empire Ottoman, nous étions fort embarrassés pour soutenir la thèse du Soudan nilotique *res nullius*. Aussi, après l'avoir développée, M. Delcassé dut revenir à la théorie de M. Hanotaux sur l'intégrité de l'Empire Ottoman. A ce changement les Anglais opposèrent eux aussi une conversion et, soutenant à son tour la théorie du Soudan nilotique *res nullius*, lord Salisbury déclara que l'Angleterre s'y était installée par voie de conquête: et les troupes de Kitchener n'étaient arrivées que bien après Marchand !

Le dernier mot resta à la force : Nous dûmes céder et le 4 novembre au soir lord Salisbury an-

nonçait que notre ambassadeur l'avait informé « que l'occupation de Fachoda n'avait pas de valeur pour la république française ».

La déclaration du 21 mars 1899, approuvée le 5 juin suivant, régla définitivement les suites de l'incident. Elle fut signée par notre ambassadeur M. Cambon et lord Salisbury.

La France refuse énergiquement de reconnaître la souveraineté anglaise dans la vallée du Nil; elle était sûre d'être appuyée dans ce refus par le concert européen tout entier.

L'Angleterre ne nous laissa que des territoires nous appartenant incontestablement et nous expulsa à tout jamais du Soudan nilotique.

La France garde ses conquêtes dans les bassins du Congo et de l'Oubanghi, mais elle renonce au Bahr-el Ghazal et au Soudan nilotique.

C'est la ligne de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil qui sert de limite, l'Angleterre prenant le Darfour et nous laissant le Wadaï. Nous conservons donc dans notre lot le Kanem, le Borkou, le Baguirmi. La limite suit les monts du Tibesti et s'incline vers le Nord-ouest jusqu'à la rencontre du tropique du Cancer et du 16° longitude est de Greenwich, dans le but de ne point toucher à l'hinterland du vilayet de Tripoli.

Le bloc de nos colonies de l'Afrique du Nord était définitivement constitué. L'extrême Soudan se rejoignait à l'Algérie, mais à travers l'immen-

sité du Sahara que jamais personne n'aurait songé à nous disputer.

Ce fut ainsi que se termina la magnifique épopée de la mission Marchand. Les hommes qui l'ont préparée se sont jeté réciproquement la pierre; plus tard seulement avec le recul nécessaire on pourra juger si vraiment, ainsi que quelques-uns l'affirment, tout avait été prévu pour l'appuyer ou si, selon d'autres, les soucis de politique intérieure firent moralement abandonner en cours de route les héroïques champions de la patrie française.

CHAPITRE XI

LES TRAITÉS DE 1904

Il a été fait beaucoup de bruit autour de ces trois traités et les discussions sur les avantages et les inconvénients que nous en avons retirés ne sont pas terminées encore.

L'Angleterre nous a-t-elle servi « tous les crocodiles empaillés, rebut de son magasin colonial » en échange d'« une épée brisée ou pour mieux dire, d'un magnifique sabre de bois qui n'a jamais servi ». L'étude de ces divers traités peut fournir une certaine base à une appréciation raisonnée.

Ces accords portent la date du 8 avril 1904 et furent signés par notre ambassadeur à Londres, M. Cambon et lord Lansdowne.

Nous éliminerons de suite le troisième de ces accords, il a trait à Madagascar et aux Nouvelles Hébrides, et ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Les autres touchent à Terre Neuve, l'Afrique le Maroc et l'Egypte ; leur importance est donc très grande.

§ I^{er}. — EGYPTES ET MAROC

Le premier de ces arrangements contient pour nous la renonciation à l'Égypte en échange de la reconnaissance de certains droits sur le Maroc. C'était un contrat *do ut des* ; mais, semble-t-il bien, en échange de droits acquis sur l'Égypte, l'Angleterre nous donnait des droits sur une terre où elle n'en avait aucun. On pourra discuter à perte de vue sur l'étendue de ces droits français sur la terre égyptienne ; il serait difficile d'en faire autant sur les Anglais, au Maroc puisqu'ils étaient inexistants.

C'était d'ailleurs pour nous la fin de la question d'Égypte, car en échange de la déclaration de la non-intention du gouvernement anglais de changer l'état politique de l'Égypte, nous renoncions à entraver l'action de l'Angleterre dans ce pays en demandant qu'un terme fût fixé à l'occupation britannique ou de toute autre manière. Réciproquement, la France déclarait n'avoir pas l'intention de changer l'état politique du Maroc et l'Angleterre de son côté reconnaissait « qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité de ce pays et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin ».

Par les articles 2 et 3, les gouvernements contractants reconnaissent les droits dont leurs sujets jouissent dans chacun des deux pays en vertu des traités, conventions et usages. Les sujets français, en Egypte notamment, sont exonérés de presque tous les impôts et sont soumis à la juridiction consulaire.

En échange de l'adhésion de l'Angleterre à la convention du 29 octobre 1888 sur la neutralité du canal de Suez, les deux parties contractantes conviennent « de ne pas laisser élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques sur la partie de la côte marocaine comprise entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sébou exclusivement ». Le but de cet article était, comme on le voit, d'assurer le libre passage du détroit de Gibraltar.

Telles sont les grandes lignes du traité relativement au Maroc et à l'Egypte. Nous verrons plus loin combien l'intervention prévue peut-être de l'Allemagne, est venue restreindre ces droits que généreusement l'Angleterre nous reconnaissait sur une terre où elle n'en possédait aucun.

§ II. — AFRIQUE ET TERRE-NEUVE

L'article 13 du traité d'Utrecht avait réservé à nos pêcheurs le droit de pêcher dans la mer territoriale de Terre-Neuve et d'établir sur le rivage

des sécheries temporaires de poisson. Une nombreuse flotte marchande, portant à bord l'élite de nos marins, pratique chaque année la grande pêche dans ces parages.

Or, depuis 1713, la population anglaise de Terre-Neuve s'est considérablement accrue : ces privilèges anciens l'irritaient fortement, en particulier le droit de sécherie et les habitants du pays se chargeaient eux-mêmes de rendre ces abris temporaires ; car ils les détruisaient dès le départ de nos marins.

Ils élevaient de plus une véritable querelle de mots ; près de la côte, nos pêcheurs prenaient des homards à l'aide de casiers. Les Terre-Neuviens prétendirent que les homards n'étaient point des poissons et que d'ailleurs ils se prenaient et ne se pêchaient point.

Il est bien évident que le traité d'Utrecht n'avait point prévu une telle chinoiserie ; battus de ce côté, les insulaires interdirent la vente des appâts aux pêcheurs français ; puis quand ceux-ci eurent pu s'en procurer ailleurs, ils les frappèrent d'impôts exorbitants. Ce fut en vain que l'Angleterre essaya de faire revenir sa colonie à des sentiments plus modérés ; elle n'insista peut-être pas trop ; toujours est-il que les Terre-Neuviens menacèrent de s'annexer aux Etats-Unis.

C'est au droit de sécherie, celui qui d'ailleurs tenait le plus à cœur aux insulaires que nous avons renoncé. Pour la pêche proprement dite, nos nationaux jouissent des mêmes droits mais sont

assujettis aux mêmes règlements que les pêcheurs anglais ; ils peuvent donc acheter des appâts ou pêcher des homards. Les propriétaires des sèches seront indemnisés par le gouvernement anglais.

En échange de la cession de ces droits, nous obtenions quelques faveurs en Afrique.

On a vu que la Gambie anglaise est un véritable coin enfoncé dans nos possessions du Sénégal ; chose rare, nos nationaux y sont en majorité. On aurait donc dû profiter de ce traité pour faire disparaître cette enclave ; mais les Anglais ont toujours eu l'habileté de garder les positions gênantes pour leurs voisins et de ne les abandonner que contraints et forcés. En Gambie, fidèles à leur conduite, ils n'ont fait que rapprocher notre frontière de Yarboutenda pour permettre aux navires marchands d'arriver à travers la Gambie anglaise, jusqu'à la frontière française. Ce fut tout ce que nous avons pu obtenir.

Les îles de Los nous ont été cédées en toute propriété. Elles commandent la rade de Konakry, abritaient une contrebande intense, et en cas de guerre, auraient pu servir de point d'appui à une escadre anglaise pour bombarder cette ville. C'est donc une certaine sécurité ainsi acquise.

Enfin c'est en une rectification de la ligne qui unit le Niger au Tchad que consiste le troisième et dernier arrangement.

Le Sokoto s'incurvant vers le Nord et étant dans le lot anglais déterminé par la convention

du 14 juin 1898, il nous fallait ravitailler Zinder par le désert. A travers le Sokoto, on nous donna une route.

De plus vers le Tchad, on infléchit la ligne séparative vers le Sud, elle suit alors le parallèle 13° 20' jusqu'à sa rencontre avec la rivière Kona-dongou-Ouabé qui sert ensuite de frontière jusqu'au Tchad.

Ces terrains n'ont d'ailleurs aucune valeur mais ils offrent des points d'eau plus nombreux que les anciennes pistes.

Ces maigres avantages valaient-ils le renoncement à nos droits séculaires sur la côte de Terre-Neuve. Nous croyons hardiment que non et si quelques auteurs soutiennent le contraire, nous sommes cependant, en maintenant notre manière de voir, en assez compétente et nombreuse compagnie.

CHAPITRE XII

ALGESIRAS

Il serait inexact de dire que jamais aucun homme politique français n'a pensé à la « tunisification » du Maroc. Une frontière commune, sur d'immenses étendues, un État beaucoup plus troublé par les insurrections que ne l'était la Régence par les Kroumirs, des bandes de pillards à cheval sur la frontière et venant razzier nos tribus, tout cela formait bases assez solides pour servir de soutien à des projets de protectorat ou d'annexion.

Les obstacles étaient surtout européens ; l'hostilité de l'Espagne, de l'Angleterre, de l'Italie et plus tard de l'Allemagne devait tout d'abord être désarmée.

Notre première délimitation d'avec le Maroc se fit par la force des armes ; il fallut en effet le bombardement de Tanger par le prince de Joinville et la victoire d'Isly, remportée par le maréchal Bugeaud, pour qu'à la suite du traité de 1844 la frontière algéro-marocaine fût fixée.

Cela ne veut point dire que les Marocains la respectèrent car jamais jusqu'à ces dernières an-

nées les tribus pillardes voisines n'ont cessé leurs incursions sur notre territoire, avec la connivence tout au moins occulte du maghzen, d'ailleurs fort en peine de les réprimer s'il lui en venait le désir.

L'Espagne de tout temps avait rêvé la constitution d'une grande colonie au Maroc; elle s'intéressait donc vivement à tout ce qui y touchait. Aussi ce fut sur son initiative que le 3 juillet 1880 fut conclue une convention réunissant les signatures de toutes les puissances. Elle a réglementé « non seulement la protection diplomatique et consulaire mais encore l'acquisition de la propriété immobilière, le paiement des impôts agricoles, etc. »

Les meilleures réglemmentations du monde ne pourront aboutir dans un pays livré à une anarchie chronique. En 1891 une flotte internationale dut paraître devant Tanger.

L'année suivante, la France conclut avec le Maroc un traité purement économique, puis le 20 juillet 1901 un protocole secret, relatif dit-on au Sud-Oranais: ce fut M. Delcassé qui le signa avec les ambassadeurs de Mouley-Abd-el-Azis.

L'Angleterre nous laissait le champ libre au Maroc en échange de sa pleine et entière liberté en Egypte; nous avons déjà vu cette question plus haut. L'Italie, qui cherche à se tailler un empire africain, avait élevé quelques prétentions sur le Sahara. Elle les abandonna contre le droit d'agir sans être inquiétée dans la Tripolitaine.

Il ne restait donc en face de nous que l'Espagne et l'Empire allemand.

§ I^{er}. — LES ACCORDS FRANCO-ESPAGNOLS

Dès le 10 novembre 1902, un premier accord avait été signé entre la France et l'Espagne. Il est incontestable, en effet, que cette dernière possède de réels intérêts au Maroc, quand ce ne serait que par ses présides.

Les deux puissances déclaraient « sphère d'influence espagnole le territoire dit royaume de Fez et sphère d'influence française la portion territoriale dite royaume de Marakech. La première s'étend sur la Méditerranée de l'île Ponon à l'embouchure de la Moulaiâ. Cette rivière sépare ensuite les deux sphères d'influence jusqu'à son intersection avec le 30^e parallèle ». Les deux gouvernements décideraient plus tard s'il fallait consolider l'autorité du sultan dans ces deux royaumes ou s'il faudrait seulement la limiter à l'un d'eux.

Sur tous ces territoires, la liberté commerciale devait être rigoureusement respectée ; les commerçants de toutes nations y jouiraient d'une égalité absolue.

L'Allemagne, sous réserve d'un acte de désintéressement, se verrait attribuer à bail un port dans la région espagnole.

Enfin, et ce qui donnait au traité une allure belliqueuse, les deux puissances s'engageaient, si les circonstances venaient à l'exiger, à mettre en commun leurs forces militaires dans des proportions à déterminer. L'un des cas prévus était « la défense de la neutralité des provinces de Tanger et de Ceuta, la ville et la presqu'île de ce nom ainsi que les présides jusqu'à une ligne allant de l'île Ponon sur la Méditerranée à Larache sur l'Atlantique. » C'était pour tranquilliser l'Angleterre.

Ce traité fut signé à Paris par M. Delcassé et le marquis del Muni.

Dès que l'on connut à peu près sa teneur, de vives protestations s'élevèrent et M. Ribot reprocha vivement au ministère l'abandon de Fez.

M. Delcassé se tournant vers l'Angleterre signa alors la déclaration du 8 avril 1904 qui nous donnait carte blanche au Maroc. L'Espagne y adhéra le 7 octobre 1904, à quel prix ? c'est ce que l'on ignore.

Les traités franco-anglais et franco-espagnols avaient solennellement déclaré que la souveraineté du Sultan serait toujours sauvegardée. Ce n'en était pas moins à juste titre que celui-ci se méfiait de ces formules. Un ami s'offrit faisant sonner bien haut son désintéressement, c'était l'empereur allemand : le Maghzen se précipita dans ses bras.

§ II. — LA CONFÉRENCE D'ALGÉSIRAS

Le 31 mars 1905, Guillaume II débarquait à Tanger, champion de l'indépendance marocaine, partisan de la porte ouverte. Toute l'influence française disparut d'un seul coup, et ce fut M. de Tattenbach qui devint le conseiller intime du sultan. Les propositions de réformes faites par la France en décembre 1904 étaient rejetées : en même temps, commençait outre-Rhin une campagne de presse des plus violentes.

Et pourtant, il était certain que nos projets avaient été communiqués à l'Allemagne. M. Delcassé le rappela assez humblement au prince Radolin, lui offrant de dissiper tout malentendu. On ne répondit pas ; quelques jours après, le 30 mai 1905, le sultan demandait la réunion d'une conférence internationale pour trancher les réformes à faire.

L'Allemagne l'appuyait ; elle offrait toutefois de laisser les choses dans le *statu quo*. Il fallut alors choisir entre la paix ou la guerre. D'après M. Delcassé, l'Angleterre devait nous donner l'appui de sa flotte et cent mille hommes de troupe.

M. Rouvier, président du conseil, soutint la thèse de la conférence. M. Delcassé ayant démissionné, il prit lui-même le portefeuille des affaires étrangères, personne ne voulant se charger de solutionner cette grave question.

On peut ici reconnaître qu'étant données les circonstances, ce fut pour le mieux qu'il agit.

Il exigea tout d'abord l'accord des deux gouvernements « sur le programme de la Conférence, sur les points précis qui y seront traités et la solution que le cabinet de Berlin entend y apporter ».

L'Allemagne, non sans hésitation, s'engagea, le 8 juillet, « à ne poursuivre à la conférence aucun but qui puisse compromettre les intérêts de la France au Maroc ou qui soit contraire aux droits résultant pour elle des traités ou arrangements ».

M. Rouvier fit, le 16 décembre, à la Chambre une déclaration fort nette sur ce qu'allait faire la Conférence d'Algésiras, dont les négociateurs français et allemands, MM. Revoil et Rosen, venaient de tracer le programme: « Ce n'est pas une discussion de juristes qui s'ouvrira. La question qui se pose est simple. Chaque puissance a des droits au Maroc, ils ne sont pas contestés. Chaque puissance y bénéficie des traités, il n'a jamais été question d'y porter atteinte. Chaque puissance enfin, dans une mesure quelconque, peut faire valoir ses intérêts: ces intérêts doivent être respectés. Mais ce que nous avons le devoir de montrer à la Conférence, c'est la qualité spéciale de nos droits et l'importance de nos intérêts ».

Comme on allait à une conférence mondiale, l'Amérique elle-même ayant envoyé des délégués, il fallait convaincre l'opinion publique. Un livre jaune parut contenant la preuve formelle de l'avertissement de l'Allemagne dès mars 1904.

Le livre blanc allemand ne put expliquer la cause du long espace de temps qui avait séparé la communication d'avec la protestation. L'opinion publique était en général favorable à la France lors de l'ouverture de la Conférence.

Douze puissances avaient envoyé des délégués à Algésiras. Dès le début, le but français était nettement établi : aider le sultan à réaliser les réformes nécessaires et respecter sa souveraineté. Notre seul intérêt, mais primordial celui-là, était d'assurer la sécurité de notre frontière algérienne.

Le grand cheval de bataille allemand était le principe de la porte ouverte. Mais, si l'on peut se permettre cette trivialité, c'était vraiment enfoncer une pique puisque les accords franco-anglais et franco-espagnol l'avaient tous deux reconnu et proclamé.

Selon le protocole universellement suivi, la présidence échet au représentant espagnol, duc d'Almodovar. Dans la séance d'ouverture, il définit ainsi le programme : il fallait introduire au Maroc des « réformes basées sur le triple principe de la souveraineté du sultan, de l'intégralité de ses Etats et de l'égalité de traitement en matière de commerce, c'est-à-dire de la porte ouverte. M. Revoil, plénipotentiaire français, donna son adhésion à ce programme, mais il y ajouta « les principes qui sont inscrits au programme en matière économique : ce sont l'adjudication de tous les travaux publics au profit d'intérêts particuliers ».

On s'entendit très vite sur la question de la con-

trebande de guerre, la réglementation des impôts et autres questions d'importance secondaire. Il fut loin d'en être de même pour la Banque marocaine et l'établissement d'une police.

A la suite des accords de 1904, un consortium de banquiers français avait créé le crédit marocain. M. Revoil voulait donc faire reconnaître cette situation particulière : tandis que l'Allemagne demandait que le capital de la nouvelle banque d'Etat fût divisé en parties égales, une pour chaque puissance représentée, le plénipotentiaire français proposait la division en quinze parts, une à chaque puissance, et les quatre autres aux souscripteurs de l'emprunt de 1904.

Comme on ne pouvait s'entendre, on résolut de discuter tout d'abord la question de la police internationale.

L'Allemagne aurait voulu que toutes les puissances y prennent part; elles ne s'en souciaient guère. La France et l'Espagne étant les seules nations pouvant fournir des officiers et sous-officiers musulmans, on résolut de former une police marocaine avec des cadres fournis par ces deux pays; un inspecteur général suisse agréé par le sultan en aurait le commandement.

Cette police serait répartie dans les différents ports : tantôt les cadres d'une même nationalité seuls, tantôt les officiers et sous-officiers des deux nations en nombre égal.

On termina alors la question de la Banque en

nous donnant trois parts, tandis que les autres nations n'en recevaient qu'une.

Le 7 août 1906, les plénipotentiaires signaient l'acte final de la Conférence. Il comprend 123 articles : 1° une déclaration relative à l'organisation de la police ; 2° un règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes ; 3° un acte de concession d'une banque d'Etat marocaine ; 4° une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus ; 5° un règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande ; 6° une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.

Somme toute, la France se retirait la tête haute de cette conférence où l'Allemagne l'avait entraînée ; c'est en vain que cette dernière avait voulu faire table rase de tout le passé : dans l'organisation de la police et de la Banque d'Etat la situation particulière de la France avait été formellement reconnue ; amoindrie sûrement, elle était par contre garantie par la signature de toutes les puissances. L'Allemagne avait cru briser à Algésiras le cercle de fer qui s'est lentement formé autour d'elle ; elle n'a peut-être contribué qu'à le fortifier.

CONCLUSION

On a célébré sur tous les modes la grande œuvre de la conférence de Berlin. L'application de ses articles devait être la panacée universelle, empêcher pour l'avenir tout conflit entre nations. Au risque d'être taxé de pessimiste, nous croyons que cette œuvre a été bonne mais que l'avenir n'aura pas, pour cette conférence, le culte enthousiaste que lui ont voué ceux qui de près ou de loin y ont pris part.

Si nous reprenons en effet brièvement ses différentes applications dans la délimitation des colonies françaises d'Afrique, nous nous apercevons sans peine que dans presque tous les cas ces grands principes ont été violés.

Tant qu'il ne s'est agi que d'intérêts peu importants, les règles de l'occupation effective ont été rigoureusement appliquées. C'est le cas de la délimitation du Sénégal d'avec la Gambie anglaise, de la Guinée française d'avec Sierra Leone, de la côte d'Ivoire d'avec le Gold Coast, mais la lettre et l'esprit des articles 34 et 35 furent outrageusement violés par l'Angleterre, quand le 5 août 1890,

l'Angleterre revendiquait le Sokoto où elle n'avait aucun droit.

Lors de Fachoda ce fut avec le comble de l'imprudence que le gouvernement anglais, s'emparant de la thèse de l'occupation, chassa les Français du Soudan nilotique.

Les principes posés par la Conférence étaient outrageusement violés sous prétexte d'être appliqués.

En ce vingtième siècle, la force est malheureusement toujours la souveraine déesse : le droit peut bien intervenir dans les menues affaires : dans les plus importantes il disparaît encore ; on ne peut que souhaiter qu'il prenne plus d'empire avec la suite des temps.

La conférence d'Algésiras aura-t-elle plus, pour nous, de résultats que celle de Berlin ? Ce sera le secret de l'avenir. Elle marque dans tous les cas un changement de front soudain de l'Allemagne. Tandis qu'à la conférence de Berlin, le prince de Bismarck s'unissait à la France et préparait la reconnaissance de l'Etat du Congo, pour faire pièce à l'Angleterre, à Algésiras cette dernière et la France se retrouvaient unies contre l'Allemagne menaçante. Ce n'était sans doute que l'une des étapes du conflit économique qui se règlera peut-être, entre l'Angleterre et l'Allemagne, à coups de canon.

Quoi qu'il en soit et pour le temps présent, la conférence d'Algésiras fut le commencement de

l'arrêt imposé à la France dans la pénétration pacifique du Maroc.

Si, malgré ces arrêts de Fachoda et d'Algésiras, imposés par la force, on jette un coup d'œil d'ensemble sur les colonies françaises de la terre africaine, on ne peut qu'être frappé des progrès accomplis depuis 1885. Le sang de nos explorateurs et de nos missionnaires, les peines de nos commerçants ont fructifié ; malgré la regrettable instabilité ministérielle et le peu de goût de l'opinion publique pour les choses coloniales, un gigantesque empire africain s'est construit, reliant en un seul bloc, l'Algérie, le Sénégal, le Congo. La brutale intervention de l'Angleterre nous a seule empêchés de parvenir à la Mer Rouge ; mais, si à quelque chose malheur est bon, nous croyons que le coup de foudre de Fachoda, que les menaces qui nous ont conduit à Algésiras, ont tous deux gravé dans le cœur des jeunes générations au moins le désir de s'intéresser aux choses coloniales.

C'est à ces nouvelles couches qu'il appartiendra de mettre en valeur cet immense empire acquis par la vie de nos soldats et de nos explorateurs et la science de nos diplomates.

BIBLIOGRAPHIE

- BANNING. — Le partage politique de l'Afrique, Bruxelles, Marquard, 1888.
- BLANCHARD. — L'affaire de l'achoda et le droit international, article paru dans la R. G. D. I. P. 1899.
- BONFILS-FAUCHILLE. — Manuel de droit international public, Paris, Rousseau, 1898.
- CHAILLEY-BERT. — Dix années de politique coloniale, Paris, Colin, 1902.
- DE CLERQ. — Recueil des traités de la France.
- COCHERIS. — Situation internationale de l'Egypte et du Soudan, Paris, Plon, 1903.
- DARCY J. — Cent années de rivalité coloniale, Paris, Perrin, 1904.
- L'Equilibre africain au XX^e siècle : la conquête de l'Afrique, Paris, Perrin, 1900.
 - Les accords franco-anglais : article paru dans R. G. D. I. P. 1904.
- DÉHÉRAIN. — L'occupation égyptienne du Haut-Nil, article paru dans la Revue des Deux Mondes, 1898.
- DESPAGNET. — Cours de droit international public, Paris, Larose, 1894
- La diplomatie de la troisième République et le droit des gens, Paris, Larose, 1904.
 - Les occupations de territoire et le procédé de l'hinterland, article paru dans la R. G. D. I. P. 1894.
- DEVILLE. — Partage de l'Afrique, Paris, André, 1898.

- DUBOIS ET TERRIER. — Les colonies françaises : un siècle d'expansion coloniale, Paris, Challamel, 1902.
- DUCHÈNE A. — Les accords franco-anglais : la convention concernant l'Afrique, article paru dans la R. G. D. I. P. 1904.
- FAUCHILLE. — Les frontières de l'Etat du Congo. R. G. D. I. P. 1891.
- FRAISSE. — Situation internationale des pays tributaires du bassin du Congo. Gabelle, Carcassonne, 1904.
- GOBLET. — L'arrangement franco-anglais, article paru dans la Revue politique et parlementaire, mai 1904.
- GUIU. — La situation internationale de la France en Afrique, Rivière, Toulouse, 1906.
- JOORIS J. — De l'occupation des territoires sans maître sur la côte d'Afrique, article paru dans la Revue de droit international et de législation comparée, 1886.
- DE LAVELEYE. — L'Afrique centrale et la conférence géographique de Bruxelles.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Pénétration et partage de l'Afrique, article paru dans l'Économiste français, 21 août 1891.
- La colonisation chez les peuples modernes.
- LORIN (H.). — L'Afrique à l'entrée du XX^e siècle, Paris, Challamel, 1901.
- La question du Maroc, article paru dans la Revue politique et parlementaire, juillet 1901.
- DE MARTENS. — La conférence du Congo à Berlin, article paru dans la Revue de droit international et de législation comparée, 1885.
- DE MARTITZ. — De l'occupation des territoires sans maître, article paru dans la Revue de droit international et de législation comparée, tome XIV.
- MILLET (R.). — L'essor extérieur de la France, article paru dans la Revue des Deux-Mondes, 1^{er} mai, 1893.
- La lutte pacifique entre la France et l'Angleterre, article paru dans la Revue des Deux-Mondes, 15 juin 1904.

- L'accord franco-espagnol et la politique de liquidation, article paru dans la Revue politique et parlementaire, novembre 1904.
- MONTEIL. — Les conventions franco-anglaises des 14 juin 1898 et 21 mars 1899, article paru dans la Revue hebdomadaire, 1899.
- MOYE. — Cours de droit international public.
- NIOX. — Expansion coloniale. — Empire britannique, Paris, Bourdin, 1897.
- PAISANT (M.). — Les droits de la France au Niger, article paru dans la Revue générale de droit international public, 1898.
- RAMBAUD (A.). — La France coloniale, Paris, Colin, 1886.
- ROUARD DE CARD. — Les traités de protectorat conclus par la France en Afrique, 1870-1895, Paris, Pedone, 1897.
- Les territoires africains et les conventions franco-anglaises, Paris, Pedone, 1901.
- La France et les autres nations latines en Afrique, Paris, Pedone, 1903.
- Les possessions françaises de la côte orientale d'Afrique, article paru dans la Revue générale de droit international public, année 1899.
- L'occupation des territoires en droit international, article paru dans la France judiciaire, 1896.
- ROUIRE. — La neutralité belge et le Congo, article paru dans la Revue bleue 1894.
- La fin du conflit franco-congolais, article paru dans la Revue bleue 1894.
- L'accord franco-anglais, article paru dans la Revue de géographie, 1894.
- Les Anglais sur le Haut-Nil, article paru dans la Revue de géographie, octobre 1894.
- Les intérêts français et les compétitions anglaises et allemandes, sur la côte orientale d'Afrique, article paru dans la Revue politique et parlementaire.
- Tome I.

- La délimitation de la côte de Guinée et de la vallée du Niger, article paru dans la Revue des Deux Mondes, 17 octobre 1898.
 - Omdurman et Fachoda, article paru dans la Revue de géographie, décembre 1898.
 - Le traité du 21 mars 1899, article paru dans la Revue de géographie, octobre 1899.
- SCHIRMER. — Les traités de partage de 1894 dans l'Afrique centrale.
- SIR TRAVERS TWISS. — Le congrès de Vienne et la conférence de Berlin, article paru dans la Revue de droit international et de législation comparée, 1883-1884.
-

Montpellier, le 5 novembre 1907	Montpellier, le 5 novembre 1907.
Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,	Vu, le président de la thèse
VIGIÉ.	M. MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 5 novembre 1907.

Le Recteur,

Ant. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS.	9
CHAPITRE I ^{er} . — CAUSES QUI ONT AMENÉ LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DE BERLIN.	13
§ I ^{er} . — Du XIV ^e au XIX ^e siècle	14
§ II. — La pénétration au XIX ^e siècle.	16
§ III. — Les préliminaires de la Conférence	20
CHAPITRE II. — LA CONFÉRENCE DE BERLIN.	23
§ I ^{er} . — Détermination du bassin du Congo	23
§ II. — La liberté commerciale.	28
§ III. — La liberté de navigation	29
CHAPITRE III. — ALGÉRIE-TUNISIE	37
§ I. — Algérie	37
§ II. — Tunisie.	39
CHAPITRE IV. — SÉNÉGAL-SOUDAN.	42
§ I ^{er} . — Délimitation d'avec le Rio del Oro	43
§ II. — Délimitation d'avec la Gambie anglaise.	46
§ III. — Délimitation d'avec la Guinée portugaise.	47

CHAPITRE V. — GUINÉE FRANÇAISE	49
§ I ^{er} . — Arrangement franco-allemand (24 déc. 1885)	50
§ II. — Délimitation d'avec la Guinée portugaise	51
§ III. — Délimitation d'avec le Sierra-Léone.	51
CHAPITRE VI. — LA COTE D'IVOIRE.	55
§ I ^{er} . — Délimitation d'avec la République de Libéria	56
§ II. — Délimitation d'avec le Gold-Coast.	57
CHAPITRE VII. — LE DAHOMEY	60
A. Avant la conquête.	60
§ I ^{er} . — Délimitation d'avec le Togoland	60
§ II. — Délimitation d'avec le Lagos.	61
B. Après la conquête.	64
§ I ^{er} . — Délimitation d'avec le Togoland	66
§ II. — Délimitation d'avec le Lagos	66
CHAPITRE VIII. — LE CONGO FRANÇAIS	68
§ I ^{er} . — Délimitation d'avec le Cameroun.	69
§ II. — Délimitation d'avec la colonie espagnole du Congo	69
III. — Délimitation d'avec Cabinda	70
§ IV. — Délimitation d'avec l'Etat indépendant du Congo	71
CHAPITRE IX. — LE CONGO FRANÇAIS (suite).	75
§ I ^{er} . — Vers le Tchad.	75
§ II. — Vers le Nil	77
CHAPITRE X. — LES ÉVÉNEMENTS DE FACHODA.	80
CHAPITRE XI. — LES TRAITÉS FRANCO-ANGLAIS DE 1904.	90
§ I ^{er} . — Egypte et Maroc	91
§ II. — Afrique et Terre-Neuve.	92

CHAPITRE XII. — LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'AL-

GÉSIRAS 96

§ I^{er}. — Les accords franco-espagnols 98

§ II. — La conférence d'Algésiras 100

CONCLUSION. 105

BIBLIOGRAPHIE. 108

TABLE DES MATIÈRES. 113
